



Introduction en Bourse sur Eurolist C d'Euronext Paris

NOTE D'OPÉRATION

Amboise

■ investissement ■

créée et gérée par Apax Partners

Amboise

■ investissement ■

crée et gérée par Apax Partners

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS AU CAPITAL DE 276 750 EUROS

45, AVENUE KLEBER – 75116 PARIS

572 116 770 R.C.S. PARIS

NOTE D'OPÉRATION

Mise à la disposition du public à l'occasion :

- du placement, dans le cadre d'une offre à prix ouvert en France et d'un placement global garanti, d'un nombre de 9 775 000 actions nouvelles émises dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par appel public à l'épargne (en ce compris les actions susceptibles d'être émises en cas d'exercice éventuel de l'option d'extension et de l'option de sur-allocation) ;
- de l'attribution gratuite de 9 811 900 bons de souscription d'actions de deux catégories différentes par la société Amboise Investissement à ses actionnaires à raison d'un bon de souscription A et d'un bon de souscription B par action de la société Amboise Investissement (en ce compris les bons de souscription d'actions A et les bons de souscription d'actions B susceptibles d'être attribués en cas d'exercice éventuel de l'option d'extension et de l'option de sur-allocation) ;
- de l'admission aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (compartiment C) de la totalité des actions composant le capital social de la société Amboise Investissement à la date de la présente note d'opération et de l'ensemble des actions nouvelles de la société Amboise Investissement offertes dans le cadre de l'offre à prix ouvert et du placement global garanti, initialement avec les bons de souscription A et les bons de souscription B attachés, puis ultérieurement seules ;
- de l'admission sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (compartiment C) des bons de souscription d'actions A et des bons de souscription d'actions B, initialement de façon attachée aux actions susvisées et ultérieurement de façon séparée ; et
- de l'émission et l'admission ultérieure sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (compartiment C) des actions émises en résultat de l'exercice des bons de souscription d'actions A et des bons de souscription d'actions B.

La notice légale sera publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 24 mars 2006.

Fourchette indicative de prix : entre 11,20 euros et 12,20 euros par action



AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

Visa de l'Autorité des marchés financiers

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et des dispositions de son Règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa numéro 06-074 en date du 14 mars 2006 sur le présent prospectus.

Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié « *si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes* ». Il n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Le prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers est constitué :

- du document de base de la société Amboise Investissement enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 24 février 2006 sous le numéro I. 06-012 et de son actualisation déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 6 mars 2006 sous le numéro D.06-0041-A01 ; et
- de la présente note d'opération.

Des exemplaires du prospectus sont disponibles sans frais au siège de la société Amboise Investissement, sur son site internet (<http://www.amboise-investissement.fr>) ainsi que sur le site internet de l'Autorité des marchés financiers (<http://www.amf-france.org>).

**Coordinateur Global et Teneur de livre
ABN AMRO Rothschild GIE**

**Co-Chef de File
Natexis Bleichroeder**

TABLE DES MATIERES

	Page
NOTE	5
RESUME DU PROSPECTUS.....	6
1. RESUME DES ELEMENTS RELATIFS A L'OPERATION	6
1.1. CONTEXTE ET ELEMENTS CLES DE L'OFFRE	6
1.2. CALENDRIER PREVISIONNEL INDICATIF	9
2. INFORMATIONS DE BASE CONCERNANT LA SOCIETE ET SES ETATS FINANCIERS.....	10
2.1. INFORMATIONS DE BASE	10
2.2. ETATS FINANCIERS	10
3. CHANGEMENTS NOTABLES DEPUIS LE 28 FEVRIER 2006.....	11
4. RESUME DES PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES.....	11
5. ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE, CONTROLEURS LEGAUX DE LA SOCIETE ET OPERATION AVEC LES APPARENTES	11
6. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	12
7. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	12
7.1. CAPITAL SOCIAL (AVANT OPERATION)	12
7.2. ACTES CONSTITUTIFS ET STATUTS	12
7.3. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	12
1. PERSONNES RESPONSABLES.....	13
1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS.....	13
1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DE LA PRESENTE NOTE D'OPERATION.....	13
1.3. RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET CONTACT INVESTISSEURS.....	13
2. FACTEURS DE RISQUES LIES A L'OFFRE	14
2.1. ABSENCE DE COTATION ANTERIEURE	14
2.2. VOLATILITE SIGNIFICATIVE DU COURS DES TITRES	14
2.3. DECOTE PAR RAPPORT A L'ACTIF NET	14
2.4. FLUCTUATION DES TAUX DE CHANGE.....	15
2.5. RESILIATION DU CONTRAT DE GARANTIE	15
2.6. RESTRICTIONS DE PLACEMENT.....	15
3. INFORMATIONS DE BASE	16
3.1. DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET.....	16
3.2. CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT.....	16
3.3. INTERET DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE	17
3.4. OBJECTIFS DE L'OPERATION ET UTILISATION DU PRODUIT DE L'OPERATION.....	17
4. INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION	19
4.1. NATURE, CATEGORIE ET DATE DE JOUISSANCE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES ET ADMISES AUX NEGOCIATIONS	19
4.1.1. Actions	19
4.1.2. BSA A et BSA B.....	20
4.1.3. Actions à créer sur exercice des BSA A et actions à créer sur exercice des BSA B	20
4.2. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS	21
4.3. FORME ET MODE D'INSCRIPTION DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES ET ADMISES AUX NEGOCIATIONS	21
4.3.1. Actions	21
4.3.2. BSA A et BSA B.....	21

4.3.3.	Actions à créer sur exercice des BSA A et actions à créer sur exercice des BSA B	21
4.4.	MONNAIE D'EMISSION	22
4.5.	DROITS ATTACHES AUX VALEURS MOBILIERES	22
4.5.1.	Actions	22
4.5.2.	BSA A et BSA B	23
4.5.3.	Actions à créer sur exercice des BSA A et actions à créer sur exercice des BSA B	27
4.6.	AUTORISATIONS	27
4.6.1.	Assemblée générale des actionnaires de la Société ayant autorisé l'émission et l'admission des valeurs mobilières	27
4.6.2.	Décisions de la Gérance de la Société relatives à l'émission	34
4.7.	DATES PREVUES D'EMISSION ET DE REGLEMENT-LIVRAISON	34
4.8.	RESTRICTION A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS, DES BSA A ET DES BSA B	34
4.9.	REGLEMENTATION EN MATIERE D'OFFRE PUBLIQUE	34
4.9.1.	Offre publique obligatoire	34
4.9.2.	Offre publique de retrait et retrait obligatoire	34
4.9.3.	Offre publique d'achat initiée par des tiers sur le capital de l'émetteur durant le dernier exercice et l'exercice en cours	34
4.10.	REGIME FISCAL DES ACTIONS	35
4.10.1.	Régime fiscal applicable à la Société	35
4.10.2.	Régime fiscal applicable aux actionnaires	36
4.10.2.1.	Régime fiscal des actions	37
4.10.2.2.	Régime fiscal des BSA A et des BSA B	43
5.	CONDITIONS DE L'OFFRE	44
5.1.	CONDITIONS DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES D'UNE DEMANDE DE SOUSCRIPTION	44
5.1.1.	Modalités de l'Offre	44
5.1.2.	Produit brut de l'émission	46
5.1.3.	Procédure et période de souscription	46
5.1.3.1.	Caractéristiques principales de l'OPO	46
5.1.3.2.	Caractéristiques principales du Placement Global	48
5.1.3.3.	Caractéristiques principales de l'attribution gratuite des BSA A et des BSA B et de leur exercice ultérieur	49
5.1.4.	Révocation de l'Offre	51
5.1.5.	Réduction des ordres	51
5.1.6.	Montant minimum et montant maximum des ordres	51
5.1.7.	Révocation des ordres	51
5.1.8.	Versement des fonds et modalités de délivrance des actions	51
5.1.9.	Publication des résultats de l'Offre	52
5.1.10.	Procédure d'exercice et de négociabilité des droits de souscription	52
5.2.	PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES VALEURS MOBILIERES	52
5.2.1.	Catégorie d'investisseurs potentiels	52
5.2.1.1.	Catégorie d'investisseurs potentiels et pays dans lesquels l'Offre sera ouverte	52
5.2.1.2.	Restrictions applicables à l'Offre	52
5.2.2.	Intentions de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait prendre une souscription de plus de 5%	53
5.2.3.	Information pré-allocation	53
5.2.4.	Notification aux souscripteurs	53
5.2.5.	Option d'Extension et Option de Sur-allocation	54
5.2.5.1.	Option d'Extension	54
5.2.5.2.	Option de Sur-allocation	54

5.3.	FIXATION DU PRIX	54
5.3.1.	Méthode de fixation du prix	54
5.3.1.1.	Prix des Actions Nouvelles	54
5.3.1.2.	Prix d'attribution des BSA A et des BSA B / Prix d'exercice des BSA A et des BSA B	55
5.3.1.3.	Eléments d'appréciation du prix.....	55
5.3.2.	Publicité du Prix de l'Offre et des modifications des paramètres de l'Offre ; publicité du prix des actions à créer sur exercice des BSA A et des BSA B	56
5.3.2.1.	Publicité du Prix de l'Offre et modifications des paramètres de l'Offre	56
5.3.2.2.	Publicité du prix des actions à créer sur exercice des BSA A et des BSA B	57
5.3.3.	Restriction ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	57
5.3.4.	Prix des actions acquises antérieurement à l'Offre.....	58
5.4.	PLACEMENT ET GARANTIE	58
5.4.1.	Coordonnées du Coordinateur global, teneur de livre et du Co-chef de File	58
5.4.2.	Coordonnées des intermédiaires chargés du service financier et des dépositaires dans chaque pays concerné.....	58
5.4.3.	Garantie	58
6.	ADMISSION AUX NEGOCIATIONS ET MODALITES DES NEGOCIATIONS	60
6.1.	ADMISSION AUX NEGOCIATIONS.....	60
6.2.	PLACE DE COTATION.....	60
6.3.	OFFRE RESERVEE AUX SALARIES	60
6.4.	CONTRAT DE LIQUIDITE SUR LES TITRES AMBOISE INVESTISSEMENT	60
6.5.	STABILISATION	61
7.	DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE	62
7.1.	IDENTITE DES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE.....	62
7.2.	NOMBRE ET CATEGORIE DE VALEURS MOBILIERES OFFERTES PAR LES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE	62
7.3.	ENGAGEMENT DE CONSERVATION ET D'ABSTENTION	62
8.	DEPENSES LIEES A L'EMISSION	63
9.	DILUTION.....	64
9.1.	IMPACT DE L'OFFRE SUR LES CAPITAUX PROPRES PRO FORMA DE LA SOCIETE	64
9.2.	MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT IMMEDIATEMENT DE L'OFFRE	64
10.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	66
10.1.	CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'OFFRE.....	66
10.2.	RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES	66
10.3.	RAPPORT D'EXPERT	66
10.4.	INFORMATION PROVENANT D'UN TIERS	66
10.5.	COMPLEMENTES D'INFORMATION	66
10.5.1.	Nomination de nouveaux membres du Conseil de surveillance	66
10.5.2.	Levée du FCPR Apax France VII	68

NOTE

*Dans le présent prospectus, l'expression la « **Société** » désigne la société en commandite par actions Amboise Investissement, qui a opté pour le régime juridique et fiscal des sociétés de capital risque. L'expression « **Apax Partners** » désigne la société anonyme Apax Partners SA. Le terme « **Altamir** » désigne la société en commandite par actions Altamir & Cie, qui a opté pour le régime juridique et fiscal des sociétés de capital risque. Les expressions « **FCPR Apax France VI** » et « **FCPR Apax France VII** » désignent respectivement les fonds communs de placement à risque (FCPR) Apax France VI et Apax France VII régis par les articles L. 214-1 et suivants du Code monétaire et financier et par leurs règlements respectifs.*

RESUME DU PROSPECTUS

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-42 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus.

1. RESUME DES ELEMENTS RELATIFS A L'OPERATION

1.1. Contexte et éléments clés de l'offre

Contexte

- Apax Partners SA a décidé de créer un véhicule coté ayant une activité de *private equity*, dont la vocation est d'investir *pari passu* avec le FCPR Apax France VII et Altamir. La Société doit également acquérir, en co-investissement avec le FCPR Apax France VI et Altamir les cinq participations décrites dans le paragraphe 5.2.2 du document de base de la Société, mis à jour par son actualisation (les « **Participations** »).
- La Société a ainsi décidé d'augmenter son capital social par appel public à l'épargne et d'attribuer gratuitement à tous ses actionnaires deux catégories de bons de souscription d'actions (les « **BSA A** » et les « **BSA B** », ensemble les « **BSA** ») qui seront de plein droit attachés temporairement à ses actions.

Eléments clés de l'offre

Admission sur l'Eurolist d'Euronext Paris (compartiment C) des actions

- Les actions suivantes auxquelles, jusqu'au 26 août 2007 (inclus), seront attachés un BSA A et un BSA B par action :
 - 36 900 actions existantes (les « **Actions Existantes** ») ;
 - 8 500 000 actions nouvelles (les « **Actions Nouvelles Initiales** ») ;
 - un maximum de 850 000 actions nouvelles additionnelles en cas d'exercice de l'Option d'Extension (les « **Actions Nouvelles Additionnelles** ») ;
 - un maximum de 425 000 actions nouvelles en cas d'exercice de l'Option de Sur-allocation (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** »).
- Les actions émises ultérieurement sur exercice des BSA.

Modalités de l'Offre	<ul style="list-style-type: none"> • La diffusion des actions de la Société dans le public se réalise dans le cadre d'une offre (l'« Offre ») comprenant (i) une offre à prix ouvert (l'« OPO ») et (ii) un placement global garanti (le « Placement Global ») incluant un placement public en France et un placement privé à l'international (hors Etats-Unis d'Amérique). • L'OPO devrait représenter entre 10% et 15% du nombre des Actions Nouvelles.
Plan de distribution	<ul style="list-style-type: none"> • L'OPO sera effectuée auprès des personnes physiques résidentes en France et d'investisseurs personnes morales de droit français. Un accès prioritaire sera réservé (i) aux actionnaires d'Altamir et (ii) aux salariés d'Apax Partners. • Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels. M. Maurice Tchenio, par l'intermédiaire de MMG et les autres associés d'Apax Partners ont indiqué qu'ils souscriraient dans le cadre du Placement Global pour un montant global d'environ dix millions d'euros. M. Joël Séché, M. Jacques Veyrat et M. Jean-Hugues Loyez, membres du Conseil de surveillance, ont indiqué qu'ils souscriraient également respectivement à hauteur d'environ un million d'euros, d'environ 100 000 euros et d'environ 100 000 euros. M. Gérard Philippot membre du Conseil de surveillance à compter du 15 mars 2006, a indiqué qu'il souscrirait également à hauteur d'environ 500 000 euros. Ces souscriptions ont vocation à être intégralement servies sans réduction.
Nombre initial d'actions offertes	<ul style="list-style-type: none"> • 8 500 000 Actions Nouvelles Initiales.
Option d'Extension	<ul style="list-style-type: none"> • En fonction de l'importance de la demande, la Société, en accord avec ABN AMRO Rothschild, pourra décider d'augmenter le nombre d'Actions Nouvelles Initiales d'un maximum de 850 000 Actions Nouvelles Additionnelles (l'« Option d'Extension »).
Option de Sur-allocation	<ul style="list-style-type: none"> • La Société émettra au profit de ABN AMRO Rothschild, agissant pour le compte des Etablissements Garants, des bons de souscription et d'attribution (les « Bons de Sur-allocation ») permettant la souscription au Prix de l'Offre, d'un nombre maximum de 425 000 Actions Nouvelles Supplémentaires et l'attribution gratuite de BSA A et de BSA B correspondants (l'« Option de Sur-allocation »).
Montant nominal de l'augmentation de capital	<ul style="list-style-type: none"> • 63 750 000 euros, hors exercice de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation. • 70 125 000 euros en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension mais hors exercice de l'Option de Sur-allocation. • 73 312 500 euros en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation.
Date de jouissance	<ul style="list-style-type: none"> • Actions : 1^{er} janvier 2006. • Actions issues des BSA : premier jour de l'exercice en cours à la date de leur création.
Fourchette indicative du Prix de l'Offre	<ul style="list-style-type: none"> • Entre 11,20 euros et 12,20 euros.

Produit brut de l'émission *(sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre)*

- 103 700 000 euros, hors exercice de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation.
- 114 070 000 euros en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension mais hors exercice de l'Option de Sur-allocation.
- 119 255 000 euros en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation.

Engagements de conservation et d'abstention

- Société : jusqu'au 31 décembre 2006.
- MMG et les associés d'Apax Partners visés ci-dessus : jusqu'au 31 mars 2007 (au plus tôt).
- M. Séché, M. Veyrat, M. Loyez et M. Philippot : jusqu'au 31 mars 2007.

Garantie

- Le Placement Global fera l'objet d'un contrat de garantie qui comportera notamment une clause de résiliation usuelle en la matière et ne constituera pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce.

Date prévue de première cotation et de début des négociations

- Première cotation : 28 mars 2006.
- Début des négociations : 29 mars 2006. Jusqu'au règlement-livraison, les négociations s'effectueront sous forme de « promesses » et seront soumises à la condition suspensive de la réalisation du règlement-livraison.

Dilution résultant de l'émission des Actions Nouvelles *(sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative, des capitaux propres Pro Forma au 28 février 2006 – à l'exception du montant des capitaux propres par action avant augmentation de capital qui est basé sur les comptes sociaux au 31 décembre 2005 – et du nombre d'actions composant le capital à cette date et après imputation sur la prime d'émission des frais et de la rémunération globale des Etablissement Garants, avant exercice des BSA A et des BSA B)*

Capitaux propres par action :

Avant augmentation de capital	12,04
Après augmentation de capital et hors exercice de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation	12,20
Après augmentation de capital et après exercice intégral de l'Option d'Extension mais hors exercice de l'Option de Sur-allocation	12,20
Après augmentation de capital et après exercice intégral de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation	12,20

Dépenses liées à l'Offre pour la Société *(sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre)*

- Rémunération globale des Etablissements Garants, frais juridiques, administratifs et autres :
 - environ 6,4 millions d'euros, hors exercice de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation ;
 - environ 7 millions d'euros en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension mais hors exercice de l'Option de Sur-allocation ;
 - environ 7,3 millions d'euros en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation.

Attribution gratuite des BSA A et des BSA B	<ul style="list-style-type: none"> • Attribution gratuite d'un BSA A et d'un BSA B pour chaque action détenue. • Les BSA A et les BSA B seront attribués aux actionnaires de la Société dont les actions (aussi bien les Actions Nouvelles que les Actions Nouvelles Additionnelles et les Actions Nouvelles Supplémentaires) sont inscrites en compte au jour du règlement-livraison, et seront de plein droit attachés aux actions jusqu'au 26 août 2007 (inclus).
Admission sur l'Eurolist d'Euronext Paris (compartiment C) des BSA A et des BSA B	<ul style="list-style-type: none"> • A compter du jour du règlement-livraison jusqu'au 26 août 2007 (inclus): de façon attachée aux actions. • A compter du 27 août 2007 (inclus) : séparément des actions.
Date de détachement des BSA	<ul style="list-style-type: none"> • 27 août 2007.
Période d'exercice	<ul style="list-style-type: none"> • BSA A : du 17 septembre au 21 septembre 2007 (inclus). • BSA B : du 15 septembre au 19 septembre 2008 (inclus).
Parité d'exercice	<ul style="list-style-type: none"> • Quatre BSA permettront de souscrire à une action de la Société. • Les BSA non exercés à l'issue de la période d'exercice applicable seront annulés et perdront toute valeur.
Prix d'exercice	<ul style="list-style-type: none"> • Décote de 15% par rapport au cours moyen pondéré par les volumes des dix séances de bourse de la période de référence applicable.
Période de référence	<ul style="list-style-type: none"> • BSA A : du 3 septembre 2007 (inclus) au 14 septembre 2007 (inclus). • BSA B : du 1^{er} septembre 2008 (inclus) au 12 septembre 2008 (inclus).

1.2. Calendrier prévisionnel indicatif

14 mars 2006	<ul style="list-style-type: none"> • Fixation de la fourchette indicative. • Visa de l'AMF sur le prospectus.
15 mars 2006	<ul style="list-style-type: none"> • Publication de l'avis d'ouverture de l'OPO. • Ouverture de l'OPO et du Placement Global.
27 mars 2006	<ul style="list-style-type: none"> • Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris).
28 mars 2006	<ul style="list-style-type: none"> • Clôture du Placement Global à 12 heures (heure de Paris) au plus tard. • Fixation du Prix d'Offre par le Gérant. • Signature du Contrat de Garantie. • Avis de résultat de l'OPO et publication du Prix de l'Offre. • Première cotation sur le marché Eurolist d'Euronext Paris.
29 mars 2006	<ul style="list-style-type: none"> • Début des négociations des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris sous forme de promesses.
31 mars 2006	<ul style="list-style-type: none"> • Règlement-livraison. • Attribution des BSA A et des BSA B attachés aux actions.
27 avril 2006	<ul style="list-style-type: none"> • Date limite d'exercice de l'Option de Sur-allocation.
27 août 2007	<ul style="list-style-type: none"> • Détachement des BSA A et des BSA B.

septembre 2007

- Période de référence, période d'exercice et fin de la cotation des BSA A.

septembre 2008

- Période de référence, période d'exercice et fin de la cotation des BSA B.

2. INFORMATIONS DE BASE CONCERNANT LA SOCIETE ET SES ETATS FINANCIERS

2.1. Informations de base

La Société, initialement constituée en 1947, a été acquise le 12 octobre 2005 par MMG, détenue en quasi-totalité par M. Maurice Tchenio, Président directeur général d'Apax Partners, en vue de sa transformation en société en commandite par actions et de son introduction en bourse comme véhicule coté de *private equity*, après adoption du régime de société de capital risque.

2.2 Etats financiers

Les comptes historiques présentés dans le prospectus ne sont pas représentatifs du patrimoine, de la situation financière ou des résultats de la Société car ils couvrent une période pendant laquelle celle-ci n'avait pas d'activité de capital risque. Les informations financières sélectionnées ci-après sont donc extraites des comptes Pro Forma illustratifs arrêtés au 28 février 2006 (établies sur la base des deux hypothèses principales exposées au paragraphe 20.1 de l'actualisation du document de base) :

Extraits des comptes Pro Forma au 28 février 2006 de la Société :

ACTIF	En euros
Frais d'établissements et immobilisations incorporelles	6 235 376
Immobilisations financières	30 221 979
Actif immobilisé	36 457 355
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	63 988 272
Actif circulant	63 988 272
Total actif	100 445 626
PASSIF	En euros
Capital social et primes d'émission	100 369 000
Ecarts de réévaluation, réserves et report à nouveau	75 307
Résultat de l'exercice	(11 186)
Capitaux propres	100 433 121
Dettes d'exploitation	12 505
Total passif	100 445 626

Capitaux propres et endettement :

(en euros)	31 décembre 2005 ¹ (Audités)	28 février 2006 ² (Pro Forma)
1. Capitaux propres et endettement		
Total de la dette courante	4 927	12 505
Total de la dette non courante	0	0
Capitaux propres	444 307	100 433 121
2. Analyse de l'endettement financier net		
Liquidités	434 703	63 988 272
Actifs financiers courants	0	0
Dette financière courante	0	0
Dette financière courante nette.....	0	0
Endettement financier net à moyen et long termes.....	0	0
Endettement financier net.....	(434 703)	(63 988 272)

¹ Sur la base des informations financières historiques figurant au paragraphe 20.1 du document de base.

² Sur la base des informations financières Pro Forma figurant au paragraphe 20.1 de l'actualisation du document de base.

3. CHANGEMENTS NOTABLES DEPUIS LE 28 FÉVRIER 2006

Néant hormis ce qui figure dans le prospectus.

4. RESUME DES PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES

Avant de se décider à souscrire des titres de la Société, les investisseurs sont invités à prendre en considération les risques énoncés ci-dessous et décrits dans le prospectus :

- les risques inhérents à l'activité de *private equity* ;
- les risques liés à la capacité d'investissement de la Société ;
- les risques liés au co-investissement avec le FCPR Apax France VII ;
- les risques liés aux fluctuations des cours de bourse ;
- les risques juridiques et fiscaux (notamment ceux liés au statut des sociétés en commandite par actions ainsi qu'aux conditions nécessaires pour bénéficier du régime juridique et fiscal des SCR pour lequel la Société a opté) ;
- les risques liés à la détention d'informations privilégiées ;
- les risques liés aux hommes clés ;
- les risques liés à l'Offre.

D'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés aujourd'hui comme non significatifs par la Société, pourraient avoir un effet négatif sur la Société et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

5. ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE, CONTROLEURS LEGAUX DE LA SOCIETE ET OPERATION AVEC LES APPARENTES

Gérant Apax Partners et Compagnie Gérance II SAS, dont le siège social est 45, avenue Kléber – 75116 Paris (485 331 342 RCS Paris)

Commandités Apax Partners et Compagnie Gérance II SAS (voir ci-dessus)
Société Européenne Iéna SAS, dont le siège social est 45, avenue Kléber – 75116 Paris (485 327 464 RCS Paris)

Membres du Conseil de surveillance	M. Joël Séché, Président M. Jean-Hugues Loyez M. Jacques Veyrat	
Salariés	La Société n'emploie aucun salarié et s'appuiera sur les équipes d'Apax Partners	
Contrôleurs légaux des comptes	<i>Commissaires aux comptes titulaires</i>	
	Deloitte et Associés	Jacques Potdevin & Associés SA
	Représenté par M. Pierre Esmein	Représenté par M. Pascal Robert
	<i>Commissaires aux comptes suppléants</i>	
	BEAS	Mme Francine Mallet Lamy
	Représenté par M. Alain Pons	
Opérations avec les apparentés	La Société a conclu différents contrats d'acquisition en vue d'acquérir les Participations dès son introduction en bourse. La Société et Apax Partners ont conclu une charte de co-investissement le 17 février 2006, qui a été modifiée par avenant du 14 mars 2006. Le Gérant de la Société et Apax Partners ont conclu le 17 février 2006 un contrat de conseil en investissements. Ces contrats sont décrits au paragraphe 19 du document de base de la Société ainsi qu'au paragraphe 19 de son actualisation.	

6. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

MMG, laquelle est détenue en quasi-totalité par M. Maurice Tchenio, possède actuellement 99,99% du capital social et des droits de vote de la Société.

7. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

7.1. Capital social (avant opération)

276 750 euros, divisé en 36 900 actions d'une valeur nominale de 7,50 euros.

7.2. Actes constitutifs et statuts

La Société est une société en commandite par actions de droit français. Les statuts de la Société actuellement en vigueur ont été déposés au greffe du Tribunal de commerce de Paris.

7.3. Documents accessibles au public

Des exemplaires du prospectus sont disponibles sans frais au siège de la Société, sur son site internet (<http://www.amboise-investissement.fr>) et sur celui de l'AMF (<http://www.amf-france.org>).

L'ensemble des documents juridiques et financiers relatifs à la Société devant être mis à la disposition des actionnaires peut être consulté à son siège social.

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

M. Maurice Tchenio, Président de la société Apax Partners et Compagnie Gérance II SAS, Gérant de la Société.

1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DE LA PRESENTE NOTE D'OPERATION

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente note d'opération sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent prospectus ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus. Les informations financières historiques et Pro Forma présentées dans la présente note d'opération ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant aux paragraphes 20.2.6 et 20.3 du document de base de la Société enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 24 février 2006 sous le numéro I. 06-012 et au paragraphe 20.2 de son actualisation déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 6 mars 2006 sous le numéro D. 06-0041-A01 ».

M. Maurice Tchenio

1.3. RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET CONTACT INVESTISSEURS

Responsable de l'information financière :

M. Claude Rosevègue

Apax Partners SA

45, avenue Kléber

75008 Paris

Téléphone : + 33 (0)1 53 65 01 00

Email : amboise-investissement@apax.fr

Contact investisseurs :

Mme Monique Cohen

Apax Partners SA

45, avenue Kléber

75008 Paris

Téléphone : + 33 (0)1 53 65 01 00

Email : amboise-investissement@apax.fr

2. FACTEURS DE RISQUES LIES A L'OFFRE

En complément des facteurs de risques décrits au paragraphe 4 « Facteurs de risques » du document de base de la Société (notamment ceux liés au statut des sociétés en commandite par actions ainsi qu'aux conditions nécessaires pour bénéficier du régime juridique et fiscal des SCR pour lequel la Société a opté), l'investisseur est invité à tenir compte des facteurs de risques suivants et des autres informations contenues dans le présent prospectus avant de décider d'investir dans les titres de la Société. Un investissement dans les titres de la Société implique des risques. Tous les risques significatifs que la Société a identifiés à la date du présent prospectus sont décrits dans le document de base de la Société tel que complété par les informations ci-dessous. Toutefois, d'autres risques et incertitudes non connus de la Société à ce jour ou qu'elle juge aujourd'hui non significatifs pourraient également perturber son activité. Si l'un de ces risques, l'un des risques suivants ou l'un des risques décrits dans le prospectus venait à se concrétiser, les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la Société pourraient en être affectés. Dans une telle éventualité, le cours des titres de la Société pourrait baisser et l'investisseur pourrait perdre tout ou partie de la valeur de son investissement en titres de la Société.

2.1. ABSENCE DE COTATION ANTERIEURE

A la date de la présente note d'opération, les actions de la Société n'ont jamais été admises aux négociations sur un marché, réglementé ou non. La Société fixera le Prix de l'Offre (tel que défini au paragraphe 5.3.1.1 de la présente note d'opération) en concertation avec les Etablissements Garants (tels que définis au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération), en tenant compte d'un certain nombre d'éléments, notamment des conditions des marchés et des conditions économiques prévalant à la date de fixation du Prix de l'Offre, des Participations, de l'état actuel des activités ainsi que des perspectives de la Société et de ses Participations et de la confrontation des indications d'intérêts des investisseurs et du comportement attendu dans le marché secondaire du titre. En raison de l'absence d'évaluation antérieure, le Prix de l'Offre pourrait ne pas refléter fidèlement le prix de marché des titres à la suite de l'Offre (telle que définie au paragraphe 1.1 du résumé figurant en tête de la présente note d'opération).

Même si les titres de la Société sont admis aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, il n'est possible de garantir ni l'existence d'un marché liquide pour les titres de la Société, ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera. L'absence de liquidité pourrait affecter négativement la valeur des titres de la Société.

2.2. VOLATILITE SIGNIFICATIVE DU COURS DES TITRES

Le cours des titres de la Société pourrait être très volatil et pourrait être affecté par de nombreux événements concernant la Société, ses Participations, ses concurrents ou les marchés financiers en général et le secteur du *private equity* en particulier.

Par ailleurs, les marchés financiers ont connu ces dernières années d'importantes fluctuations qui ont parfois été sans rapport avec les résultats des sociétés dont les actions étaient admises aux négociations. Les fluctuations des marchés financiers ainsi que la conjoncture économique peuvent affecter le cours des titres de la Société.

2.3. DECOTE PAR RAPPORT A L'ACTIF NET

La Société a pour objet la prise de participations de type *private equity* dans des sociétés cotées et non cotées et n'a pas encore d'historique dans ce domaine. Les titres de sociétés dont l'objet est d'investir dans des participations se négocient généralement sur la base d'une décote par rapport à leur valeur d'actif net, tout particulièrement dans la période qui suit leur introduction en bourse. Ce risque de décote affectant les titres de ce type de sociétés est distinct et s'ajoute au risque de dépréciation de l'actif net réévalué. Le risque de décote pour les investisseurs dans les titres de ce type de sociétés est particulièrement élevé lorsque l'investisseur souhaite céder ses titres dans un laps de temps relativement court après leur acquisition ou leur souscription, car la matérialisation d'une perte ou d'une plus value est alors davantage fonction de l'existence d'une prime ou d'une décote sur le cours que de la performance du portefeuille détenu par la société.

2.4. FLUCTUATION DES TAUX DE CHANGE

Les titres de la Société seront cotés uniquement en euros et tout paiement futur de dividendes sera réalisé en euros.

La contre-valeur en devise du cours du titre et de tout dividende versé à un actionnaire de la Société pourrait être affectée de manière significative par une dépréciation de l'euro.

2.5. RESILIATION DU CONTRAT DE GARANTIE

Le Contrat de Garantie relatif aux actions offertes dans le cadre de l'Offre pourra être résilié par les Etablissements Garants (tels que définis ci-après), jusqu'à la date de règlement-livraison incluse, dans certaines circonstances (voir le paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération). Dans l'hypothèse où ce Contrat de Garantie serait résilié, toutes les négociations intervenues depuis la date de première cotation seraient rétroactivement annulées, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation.

2.6. RESTRICTIONS DE PLACEMENT

Aucune valeur mobilière n'a été et ne sera enregistrée auprès de la Securities and Exchanges Commission des Etats-Unis d'Amérique ou soumis à une loi d'un Etat ou à une loi fédérale américaine, en ce compris l'*Investment Company Act of 1940*. Conformément au *Regulation S* du *U.S. Securities Act* de 1933, tel que modifié, les valeurs mobilières de la Société ne sont et ne seront pas offertes, vendues sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique ou à une personnes résidente des Etats-Unis d'Amérique. A défaut, les revenus tirés de la détention des valeurs mobilières de la Société seraient taxés comme des revenus ordinaires auxquels s'ajouteraient différentes taxations supplémentaires. La Société étant considérée comme une *Passive Foreign Investment Company* au sens de l'article 1297 de l'*Internal Revenue Code of the United States*, l'achat de valeurs mobilières de la Société par une personne résidente aux Etats-Unis d'Amérique pourrait entraîner des conséquences fiscales négatives à son égard.

3. INFORMATIONS DE BASE

3.1. DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET

La Société atteste que, de son point de vue :

- si le règlement-livraison des actions offertes dans le cadre de l’Offre n’a pas lieu, le fonds de roulement net sera suffisant au regard de ses obligations au cours des douze prochains mois à compter de la date de la présente note d’opération ;
- si le règlement-livraison des actions offertes dans le cadre de l’Offre a lieu, le fonds de roulement net (incluant le produit de l’émission des actions offertes dans le cadre de l’Offre hors exercice de l’Option d’Extension et de l’Option de Sur-allocation) sera suffisant au regard de ses obligations au cours des douze prochains mois à compter de la date de la présente note d’opération.

3.2. CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT

La situation de l’endettement et des capitaux propres au (i) 31 décembre 2005, déterminée sur la base des informations financières historiques publiées au paragraphe 20.1 du document de base de la Société et (ii) au 28 février 2006, déterminée sur la base des informations financières Pro Forma publiées au paragraphe 20.1 de l’actualisation du document de base se présente ainsi :

<i>(en euros)</i>	Au 31 décembre 2005 <i>(Audités)</i>	Au 28 février 2006 ¹ <i>(Pro Forma)</i>
1. Capitaux propres et endettement		
Total de la dette courante	4 927	12 505
– cautionnée	0	0
– garantie	0	0
– non garantie et non cautionnée	4 927	12 505
Total de la dette non courante.....	0	0
– cautionnée	0	0
– garantie	0	0
– non garantie et non cautionnée	0	0
Capitaux propres		
– Capital social	369 000	100 276 750
– Prime d’émission ou d’apport	0	92 250
– Réserve légale	25 960	25 602
– Autres réserves	52 113	49 705
2. Analyse de l’endettement financier net		
A. Trésorerie	4 696	437 059
B. Equivalents de trésorerie	430 007	63 551 213
C. Titre de placement	0	0
D. Liquidités (A) + (B) + (C)	434 703	63 988 272
E. Actifs financiers courants		
F. Dette bancaire courante.....	0	0
G. Part à moins d’un an des dettes à moyen et long terme....	0	0
H. Autres dettes financières courantes	0	0
I. Dette financière courante (F) + (G) + (H).....	0	0
J. Dette financière courante nette (I) – (E) – (D)	(434 703)	(63 988 272)

K. Emprunts bancaires à plus d'un an.....	0	0
L. Obligations émises.....	0	0
M. Autres emprunts à plus d'un an	0	0
N. Endettement financier net à moyen et long termes	0	0
(K) + (L) + (M).....		
O. Endettement financier net (J) + (N).....	(434 703)	(63 988 272)

- ¹ Les comptes Pro Forma dont sont extraits les éléments présentés ci-dessus ont été établis sur la base de deux hypothèses principales :
- d'une part une augmentation de capital lors de l'introduction en bourse estimée à 100 millions d'euros ;
 - d'autre part une première utilisation de ces fonds pour couvrir les frais d'introduction en Bourse et le financement de l'acquisition des cinq premières participations décrites au paragraphe 5.2.2 du document de base de la Société.

3.3. INTERET DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE

A la date de la présente note d'opération, la Société est détenue par la société MMG SAS à hauteur de 99,99% du capital social et des droits de vote, elle-même détenue directement ou indirectement à hauteur de 99,68% par M. Maurice Tchenio.

Les associés d'Apax Partners ont indiqué qu'ils souscriraient dans le cadre du Placement Global pour un montant global d'environ dix millions d'euros, étant précisé que M. Maurice Tchenio investira par l'intermédiaire de la société MMG. Trois membres du Conseil de surveillance de la Société, à savoir M. Joël Séché, M. Jacques Veyrat et M. Jean-Hugues Loyez, ont également indiqué qu'ils souscriraient des actions de la Société respectivement à hauteur d'environ un million d'euros, d'environ 100 000 euros et d'environ 100 000 euros. M. Gérard Philippot, membre du Conseil de surveillance à compter du 15 mars 2006, a indiqué qu'il souscrirait également à hauteur d'environ 500 000 euros (voir le paragraphe 5.2.2 de la présente note d'opération).

3.4. OBJECTIFS DE L'OPERATION ET UTILISATION DU PRODUIT DE L'OPERATION

L'opération est destinée à permettre à la Société de disposer des capitaux nécessaires à l'exercice de son activité de *private equity*.

Le produit de l'émission des Actions Nouvelles et, le cas échéant, de l'exercice ultérieur des BSA A et des BSA B permettra notamment :

- concomitamment à la réalisation de l'Offre : de financer l'acquisition des Participations réalisée par la Société sous la condition suspensive de l'admission de ses actions sur le marché Eurolist d'Euronext Paris. Ces acquisitions permettront à la Société d'accélérer le rythme de ses investissements et de disposer dès son admission d'un portefeuille de participations acquises conjointement avec le FCPR Apax France VI et Altamir. Le détail des modalités et des conditions financières de l'acquisition des Participations par la Société est exposé au paragraphe 5.2.2 du document de base de la Société ainsi qu'aux sections du paragraphe 5.2 de son actualisation modifiant les paragraphes 2.2.2.2 et 5.2.2.3a) du document de base de la Société ;
- après l'Offre, de financer la prise de participation que la Société projette d'effectuer conjointement avec les FCPR Apax France V-A et Apax France V-B et Altamir dans les conditions décrites au paragraphe 5.2.3 de l'actualisation du document de base et de réaliser des investissements avec le FCPR Apax France VII et Altamir conformément au processus de co-investissement *pari passu* de la Société avec le FCPR Apax France VII et Altamir ;
- en 2007, en cas d'exercice des BSA A : de lever les fonds nécessaires à la poursuite par la Société de ses investissements avec le FCPR Apax France VII et Altamir et, le cas échéant, de poursuivre le financement des participations acquises ;

- en 2008, en cas d'exercice des BSA B : de lever les fonds nécessaires à la poursuite par la Société de ses investissements avec le FCPR Apax France VII et Altamir et, le cas échéant, de poursuivre le financement des participations acquises ;
- L'ensemble du processus de co-investissement pari passu de la Société avec le FCPR Apax France VII et Altamir est décrit au paragraphe 6.2.3 du document de base de la Société.

4. INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION

4.1. NATURE, CATEGORIE ET DATE DE JOUISSANCE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES ET ADMISES AUX NEGOCIATIONS

4.1.1. Actions

Les actions de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (initialement avec les BSA A et les BSA B attachés) est demandée sont :

- la totalité des 36 900 actions existantes (les « **Actions Existantes** ») composant le capital social de la Société à la date de la présente note d'opération ;
- 8 500 000 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital de la Société (les « **Actions Nouvelles Initiales** ») ;
- le cas échéant, un maximum de 850 000 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en cas d'exercice de l'Option d'Extension (telle que définie à l'article 5.2.5.1 de la présente note d'opération) (les « **Actions Nouvelles Additionnelles** »). Cette option pourra être exercée en tout ou partie, en une seule fois, au plus tard le 28 mars 2006 ;
- le cas échéant, un maximum de 425 000 actions nouvelles en cas d'exercice de l'Option de Sur-allocation (telle que définie au paragraphe 5.2.5.2 de la présente note d'opération) (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** »). Cette option pourra être exercée, en tout ou partie, en une seule fois, au plus tard le 27 avril 2006.

(Dans la présente note d'opération, « **Actions Nouvelles** » désignera soit ensemble les Actions Nouvelles Initiales et les Actions Nouvelles Additionnelles en cas d'exercice de l'Option d'Extension, soit uniquement les Actions Nouvelles Initiales dans le cas contraire).

Les Actions Existantes de la Société sont des actions ordinaires de 7,50 euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie et intégralement libérées.

Les Actions Nouvelles offertes par la Société dans le cadre de l'OPO et du Placement Global (et, le cas échéant, les Actions Nouvelles Supplémentaires) seront des actions ordinaires de la Société toutes de même catégorie. Les Actions Nouvelles (et, le cas échéant, les Actions Nouvelles Supplémentaires) seront assimilables dès leur création aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance au 1^{er} janvier 2006 et donneront droit à compter de leur création à toutes les distributions décidées par la Société.

L'admission de la totalité des actions composant le capital social de la Société aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris ainsi qu'aux opérations d'Euroclear France a été demandée. Elles seront négociées sous le code ISIN : FR0010307348 et leur code mnémonique sera AMB (avant comme après la date à laquelle les BSA A et les BSA B seront attachés aux actions).

La dénomination FTSE du secteur d'activité de la Société est 8980 – Instruments de placement en actions.

La première cotation des actions sur le marché Eurolist d'Euronext Paris devrait intervenir le 28 mars 2006 et les négociations devraient débuter le 29 mars 2006. Du 29 mars 2006 jusqu'à la date de règlement-livraison des Actions Nouvelles, prévue le 31 mars 2006, ces négociations interviendront dans les conditions prévues à l'article L. 228-10 du Code de commerce, sur une ligne de cotation unique intitulée « Amboise – Promesses » et seront soumises à la condition suspensive de la réalisation du règlement-livraison.

A la date de règlement-livraison, prévue le 31 mars 2006, toutes les Actions Existantes et les Actions Nouvelles se verront attacher un BSA A et un BSA B, jusqu'au 26 août 2006 (inclus) et seront cotées sur une ligne unique intitulée « Amboise – ABSA ».

En cas d'exercice de l'Option de Sur-allocation, toutes les Actions Nouvelles Supplémentaires se verront également attacher, à compter de la date de leur règlement-livraison, un BSA A et un BSA B, jusqu'au 26 août 2006 (inclus).

4.1.2. BSA A et BSA B

L'attribution gratuite de BSA A et de BSA B sera effectuée au bénéfice des actionnaires de la Société titulaires d'Actions Existantes et d'Actions Nouvelles dont les actions sont inscrites en compte à la date de règlement-livraison des Actions Nouvelles. Le cas échéant, en cas d'exercice de l'Option de Sur-allocation, des bons de souscription des deux catégories seront également attribués gratuitement aux actionnaires de la Société titulaires d'Actions Nouvelles Supplémentaires au jour du règlement-livraison des Actions Nouvelles Supplémentaires.

Un BSA A et un BSA B seront gratuitement attribués et de plein droit attachés à chaque Action Existante et à chaque Action Nouvelle à compter du jour du règlement-livraison, soit le 31 mars 2006. Il est précisé que dans l'hypothèse où le règlement-livraison des Actions Nouvelles n'interviendrait pas, l'attribution des BSA A et des BSA B n'aurait pas lieu.

En cas d'exercice de l'Option de Sur-allocation, un BSA A et un BSA B seront également attribués gratuitement et de plein droit attachés à chaque Action Nouvelle Supplémentaire à compter de la date de règlement-livraison des Actions Nouvelles Supplémentaires.

L'admission aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris ainsi qu'aux opérations d'Euroclear France des BSA A et des BSA B a été demandée concomitamment à celle des actions composant le capital social de la Société. Il est précisé que les BSA A et les BSA B ne seront admis aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris qu'à compter de leur attribution effective, à savoir à compter du règlement-livraison des Actions Nouvelles et, le cas échéant, du règlement-livraison des Actions Nouvelles Supplémentaires. En outre, jusqu'au 26 août 2007 (inclus), les BSA A et les BSA B ne pourront être ni cotés séparément, ni négociés, ni cédés indépendamment des actions de la Société auxquelles ils seront attachés. En conséquence, jusqu'au 26 août 2007 (inclus), les BSA A et les BSA B ne seront négociables qu'attachés aux actions, sous le code ISIN et le mnémonique des actions indiqués au paragraphe 4.1.1 de la présente note d'opération.

A compter de leur détachement, soit le 27 août 2007 et jusqu'à la fin de leur période d'exercice, les BSA A se verront attribuer le code ISIN FR0010307603 et le mnémonique des BSA A de la Société sera : AMB.

A compter de leur détachement, soit le 27 août 2007 et jusqu'à la fin de leur période d'exercice, les BSA B se verront attribuer le code ISIN FR0010307611 et le mnémonique des BSA B de la Société sera : AMB.

4.1.3. Actions à créer sur exercice des BSA A et actions à créer sur exercice des BSA B

Les actions émises par la Société sur exercice des BSA A et des BSA B seront de même catégorie et seront assimilées, dès leur création, aux actions de la Société déjà admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris.

Les actions créées sur exercice des BSA A et des BSA B porteront jouissance à compter du premier jour de l'exercice en cours à leur date de création ; elles donneront ainsi droit à l'intégralité de toute distribution décidée à compter de leur création. Elles seront admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (Compartiment C) (code ISIN FR0010307348 et mnémonique AMB) à compter de leur création, le jour de leur règlement-livraison, soit quelques jours après la fin de la période d'exercice des BSA A, puis de la fin de la période d'exercice des BSA B.

4.2. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

L'émission des Actions Nouvelles, des Actions Nouvelles Supplémentaires, des BSA A, des BSA B ainsi que, par la suite, les actions à créer sur exercice des BSA A et celles à créer sur exercice des BSA B, est soumise au droit français.

Les tribunaux compétents en cas de litiges sont ceux du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés conformément aux dispositions légales applicables lorsque la Société est demanderesse.

4.3. FORME ET MODE D'INSCRIPTION DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES ET ADMISES AUX NEGOCIATIONS

4.3.1. Actions

Les actions, auxquelles seront temporairement attachés un BSA A et un BSA B jusqu'au 26 août 2007 (inclus), pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des titulaires de ces actions.

Le transfert de propriété des actions résultera de leur inscription au compte de l'acheteur, conformément aux dispositions de l'article L. 431-2 du Code monétaire et financier. En application des dispositions de l'article L. 211-4 du Code monétaire et financier, les actions de la Société, quelle que soit leur forme, seront dématérialisées et seront, en conséquence, obligatoirement inscrites en comptes tenus, selon le cas, par la Société ou par un intermédiaire habilité. Les droits des titulaires seront représentés par une inscription à leur nom chez :

- CACEIS Corporate Trust, mandaté par la Société, pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire financier habilité de leur choix et CACEIS Corporate Trust, mandaté par la Société, pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire financier habilité de leur choix pour les titres au porteur.

Les actions de la Société avec les BSA A et les BSA B attachés jusqu'au 26 août 2007 (inclus) feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France en qualité de dépositaire central et au système de règlement-livraison d'Euroclear France.

4.3.2. BSA A et BSA B

Jusqu'au 26 août 2007 (inclus), les BSA A et les BSA B seront attachés aux actions de la Société et ne seront ni admis séparément, ni négociés, ni cédés indépendamment des actions auxquelles ils seront attachés. Après détachement, les BSA A et les BSA B seront sous la forme au porteur ou sous la forme nominative pure pour ceux préalablement attachés à des actions inscrites sous la forme nominative pure.

Les droits des porteurs des BSA A et des BSA B seront représentés par une inscription à leur nom chez :

- CACEIS Corporate Trust, mandaté par la Société, pour les titres nominatifs purs ;
- un intermédiaire financier habilité de leur choix et CACEIS Corporate Trust, mandaté par la Société, pour les titres nominatifs administrés ;
- un intermédiaire financier habilité de leur choix pour les titres au porteur.

Les BSA A et les BSA B de la Société feront l'objet d'une demande d'admission dans les limites décrites ci-dessus aux opérations d'Euroclear France en qualité de dépositaire central et aux systèmes de règlement-livraison d'Euroclear France.

4.3.3. Actions à créer sur exercice des BSA A et actions à créer sur exercice des BSA B

La forme et le mode d'inscription des actions créées sur exercice des BSA A et des BSA B seront identiques aux modalités applicables aux actions de la Société telles que décrites au paragraphe 4.3.1 ci-dessus.

4.4. MONNAIE D'EMISSION

L'émission des Actions Nouvelles, des Actions Nouvelles Supplémentaires, des BSA A et des BSA B ainsi que, par la suite, des actions de la Société créées sur exercice des BSA A et des actions de la Société créées sur exercice des BSA B sera réalisée en euros.

4.5. DROITS ATTACHES AUX VALEURS MOBILIERES

4.5.1. Actions

Les Actions Nouvelles et, le cas échéant, les Actions Nouvelles Supplémentaires, seront, dès leur création, soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société et seront assimilées aux Actions Existantes. En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société en vigueur à ce jour, les principaux droits attachés aux actions de la Société sont décrits ci-après :

Droit à dividendes

Les Actions Nouvelles ainsi que, le cas échéant, les Actions Nouvelles Supplémentaires, porteront jouissance à compter de la date d'ouverture de l'exercice en cours, soit le 1^{er} janvier 2006, et donneront droit, à égalité de valeur nominale, au même dividende que celui qui pourra être distribué au titre des Actions Existantes.

L'assemblée générale des actionnaires de la Société, statuant sur les comptes de l'exercice, peut accorder un dividende à l'ensemble des actionnaires.

Les dividendes versés à des non-résidents sont soumis à une retenue à la source en France (voir le paragraphe 4.10.2.1.2 de la présente note d'opération).

Au titre de chaque exercice, la Société verse aux associés commandités, à titre de dividendes, aux époques et lieux désignés par la gérance, dans un délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, une somme globale égale à 20% du résultat retraité de cet exercice.

Droit de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

Lorsque les actions de la Société font l'objet d'un usufruit, le droit de vote attaché à ces actions appartient aux usufruitiers dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales, à condition que l'usufruitier ne soit pas privé du droit de voter les décisions concernant les bénéfices ; dans ce cas, les actionnaires concernés devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social. La Société sera tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait cinq jours au moins après réception de la notification de ladite convention.

Droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie

En l'état actuel de la législation française, toute augmentation de capital en numéraire ouvre aux actionnaires, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription des actions nouvelles.

L'assemblée générale des actionnaires de la Société qui décide ou autorise une augmentation de capital peut supprimer le droit préférentiel de souscription pour la totalité de l'augmentation de capital ou pour une ou plusieurs tranches de cette augmentation et peut prévoir, ou non, un délai de priorité de souscription des actionnaires. Lorsque l'émission est réalisée par appel public à l'épargne sans droit préférentiel de souscription, le prix d'émission doit être fixé dans le respect des dispositions de l'article L. 225-136 du Code de commerce.

En outre, l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui décide une augmentation de capital peut la réserver à des personnes nommément désignées ou à des catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées, en application de l'article L. 225-138 du Code de commerce.

L'assemblée générale des actionnaires de la Société qui décide ou autorise une augmentation de capital peut également la réserver aux actionnaires d'une société faisant l'objet d'une offre publique d'échange initiée par la Société en application de l'article L. 225-148 du Code de commerce. Les augmentations de capital par apports en nature au profit des apporteurs font l'objet d'une procédure distincte prévue à l'article L. 225-147 du Code de commerce.

Aucune des décisions d'augmentation de capital de l'assemblée générale des actionnaires mentionnées ci-dessus ne peut être valablement prise si elle n'a été approuvée par écrit par les associés commandités.

Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation

Chaque action, de quelque catégorie qu'elle soit, donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le *boni* de liquidation, à une fraction égale à celle du capital social qu'elle représente, compte tenu, s'il y a lieu, du capital amorti et non amorti, ou libéré ou non libéré.

Le solde est attribué à concurrence de 80% aux actionnaires et de 20% aux associés commandités.

Clause de rachat – clause de conversion

Les statuts ne prévoient pas de clause de rachat ou de conversion des actions.

4.5.2. BSA A et BSA B

Parité et exercice

Sous réserve des ajustements éventuels conformément à ce qui est indiqué au paragraphe « Maintien des droits » ci-dessous :

- quatre BSA A donneront le droit de souscrire à une action de la Société de 7,50 euros de valeur nominale assimilable aux actions ordinaires de la Société. Avant leur détachement, les BSA A ne pourront être négociés ou cédés séparément des actions auxquelles ils sont attachés. A compter de leur détachement, soit le 27 août 2007, les BSA A seront négociés sur le marché Eurolist d'Euronext Paris. Ils seront exerçables du 17 septembre 2007 au 21 septembre 2007 (inclus) (la « **Période d'exercice des BSA A** ») ;
- quatre BSA B donneront le droit de souscrire à une action de la Société de 7,50 euros de valeur nominale assimilable aux actions ordinaires de la Société. Avant leur détachement, les BSA B ne pourront être négociés ou cédés séparément des actions auxquelles ils sont attachés. A compter de leur détachement, soit le 27 août 2007, les BSA B seront négociés sur le marché Eurolist d'Euronext Paris. Ils seront exerçables du 15 septembre 2008 au 19 septembre 2008 (inclus) (la « **Période d'exercice des BSA B** »).

Les BSA A et les BSA B non exercés à l'expiration de leur période d'exercice respective seront annulés et perdront toute valeur.

Rompus

Les BSA A et les BSA B ne pourront être exercés qu'à concurrence d'un nombre de bons de souscription permettant la souscription d'un nombre entier d'actions (quatre ou un multiple entier de ce chiffre).

Lorsque le porteur de BSA A ou de BSA B par leur exercice aura droit à un nombre d'actions comportant une fraction formant rompus, il pourra :

- faire son affaire des rompus et de l'acquisition de tout BSA A ou BSA B complémentaire en vue d'obtenir un nombre entier d'actions pendant leur période de cotation (soit entre le 17 septembre 2007 et le 21 septembre 2007 (inclus) pour les BSA A et entre le 15 septembre 2008 et le 19 septembre 2008 (inclus) pour les BSA B) ;
- souscrire le nombre d'actions immédiatement inférieur. Dans ce cas, il lui sera versé par la Société une somme en espèces égale à la valeur de la fraction d'action formant rompu évaluée sur la base du premier cours coté lors de la séance de bourse du jour qui précède celui du dépôt de la demande d'exercice des BSA.

Masse

Pour la défense de leurs intérêts communs, les porteurs de BSA A et les porteurs de BSA B sont regroupés de plein droit en deux masses distinctes jouissant de la personnalité morale dans les conditions définies par la loi.

Information des porteurs de BSA A et de BSA B

En cas d'opération comportant un droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires, les porteurs de BSA A et de BSA B en seront informés avant le début de l'opération au moyen d'un avis publié au Bulletin des annonces légales obligatoires, dans un journal financier de diffusion nationale et par un avis d'Euronext Paris ou selon toute autre modalité, dans le respect de la réglementation applicable.

Maintien des droits

Tant qu'il existera des BSA A et des BSA B en cours de validité à l'occasion des opérations suivantes :

- émission de titres comportant un droit préférentiel de souscription coté ;
- attribution gratuite aux actionnaires de tout instrument financier simple ou composé autre que des actions de la Société ;
- augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission et attribution gratuite d'actions ; division ou regroupement des actions ;
- incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission par majoration de la valeur nominale des actions ;
- distribution de réserves en espèces ou en titres de portefeuille ;
- absorption, fusion, scission ;
- rachat par la Société de ses propres actions à un prix supérieur au cours de bourse ;
- modification de la répartition des bénéfices ;
- amortissement du capital ;

que la Société pourrait réaliser à compter de la présente opération, le maintien des droits des titulaires de BSA A et de BSA B sera assuré conformément aux articles L. 228-98 et suivants du Code de commerce :

- soit en les mettant en mesure de les exercer, si la période d'exercice applicable n'est pas encore ouverte, de telle sorte qu'ils puissent immédiatement participer aux opérations mentionnées ci-dessus ou en bénéficier ;
- soit en prenant les dispositions qui leur permettront, s'ils viennent à exercer leurs droits ultérieurement, de souscrire à titre irréductible les nouvelles valeurs mobilières émises, ou en obtenir l'attribution à titre gratuit, ou encore recevoir des espèces ou des biens semblables à ceux qui ont été distribués, dans les mêmes quantités ou proportions ainsi qu'aux mêmes conditions, sauf en ce qui concerne la jouissance, que s'ils avaient été, lors de ces opérations, actionnaires ;

- soit en procédant à un ajustement de la parité, dans les conditions décrites ci-dessous.

Cet ajustement sera réalisé de telle sorte qu'il égalise la valeur des titres qui aurait été obtenue en cas d'exercice des BSA A et des BSA B avant la réalisation d'une des opérations susmentionnées et la valeur des titres qui sera obtenue en cas d'exercice après réalisation de ladite opération.

En cas d'ajustements réalisés conformément aux paragraphes (a) à (i) ci-dessous, la nouvelle parité d'exercice sera déterminée avec trois décimales par arrondi au millième le plus proche (0,0005 étant arrondi au millième supérieur). Les éventuels ajustements ultérieurs seront effectués à partir de la parité d'exercice qui précède ainsi calculée et arrondie. Toutefois, les BSA A et les BSA B ne pourront donner lieu qu'à l'exercice d'un nombre entier d'actions, le règlement des rompus étant précisé au paragraphe « rompus » ci-dessus.

- a) En cas d'opération financière comportant un droit préférentiel de souscription coté, la nouvelle parité d'exercice sera calculée pour tenir compte :

1. Soit du rapport :

$$\frac{\text{Valeur du droit de souscription}}{\text{Valeur de l'action ex-droit}}$$

Pour le calcul de ce rapport, les valeurs de l'action ex-droit et du droit de souscription seront déterminées d'après le cours moyen pondéré par les volumes sur le marché Eurolist d'Euronext Paris durant tous les jours de bourse inclus dans la période de souscription.

2. Soit du nombre de titres émis auxquels donne droit une action ancienne, du prix d'émission de ces titres et de la valeur des actions avant détachement du droit de souscription. Cette valeur est égale au cours pondéré par les volumes sur les trois dernières séances de bourse au moins qui précèdent le jour du début de l'émission.

- b) En cas d'attribution gratuite aux actionnaires d'instrument(s) financier(s) simple(s) ou composé(s), autres que des actions de la Société, la nouvelle parité d'exercice sera calculée pour tenir compte :

1. Si le droit d'attribution d'instrument(s) financier(s) faisait l'objet d'une admission aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, de la parité d'exercice en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport :

$$\frac{\text{Valeur de l'action ex-droit} + \text{Valeur du droit d'attribution}}{\text{Valeur de l'action ex-droit}}$$

Pour le calcul de ce rapport, les valeurs de l'action ex-droit et du droit d'attribution seront déterminées d'après le cours moyen pondéré par les volumes sur le marché Eurolist d'Euronext Paris de l'action et du droit d'attribution durant les dix premiers jours de bourse au cours desquels l'action et le droit d'attribution sont admis aux négociations simultanément. Dans l'éventualité où ce calcul résulterait de la constatation de moins de cinq cotations, il devrait être validé ou évalué à dire d'expert.

2. Si le droit d'attribution d'instrument(s) financier(s) n'était pas admis aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, de la parité d'exercice en vigueur avant le début de l'opération considérée par le rapport :

$$\frac{\text{Valeur de l'action ex-droit} + \text{Valeur du ou des instrument(s) financier(s) attribué(s) par action}}{\text{Valeur de l'action ex-droit}}$$

Pour le calcul de ce rapport, les valeurs de l'action ex-droit et du ou des instrument(s) financier(s) attribué(s) par action, si ce(s) dernier(s) est (sont) admis aux négociations sur un marché réglementé ou assimilé, seront déterminées par référence au cours moyen pondéré par les volumes pendant dix jours de bourse consécutifs suivant la date d'attribution au cours desquels l'action et le ou les

instrument(s) financier(s) attribué(s) est (sont) admis aux négociations simultanément. Si le ou les instrument(s) financier(s) attribué(s) n'est (ou ne sont) pas admis aux négociations sur un marché réglementé ou assimilé, il sera (ou ils seront) évalué(s) à dire d'expert.

- c) En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission et d'attribution gratuite d'actions, ou en cas de division ou de regroupement des actions, la nouvelle parité d'exercice sera calculée pour tenir compte du rapport suivant :

$$\frac{\text{Nombre d'actions composant le capital après l'opération}}{\text{Nombre d'actions composant le capital avant l'opération}}$$

- d) En cas d'incorporation au capital de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission par majoration de la valeur nominale des actions, la valeur nominale des actions que pourront obtenir les porteurs de BSA A et de BSA B qui exerceront leurs BSA A ou leurs BSA B sera élevée à due concurrence.
- e) En cas de distribution de réserves en espèces ou en titres du portefeuille, la nouvelle parité d'exercice sera calculée pour tenir compte du rapport suivant :

$$\frac{\text{Montant distribué par action}}{\text{Valeur de l'action avant la distribution}}$$

Pour le calcul de ce rapport, la valeur de l'action avant distribution sera égale au cours moyen pondéré par les volumes des cours des trois dernières séances de bourse au moins qui précèdent le jour de la distribution.

- f) Absorption, fusion, scission

En cas d'absorption de la Société par une autre société, de fusion avec une ou plusieurs sociétés dans une société nouvelle ou de scission de la Société au profit de plusieurs sociétés existantes ou nouvelles, les porteurs de BSA A et de BSA B pourront souscrire des actions de la société absorbante ou nouvelle ou des sociétés issues de la scission, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'origine.

Le nouveau nombre d'actions de la société absorbante ou nouvelle ou des sociétés bénéficiaires de la scission qu'ils pourront souscrire sur exercice des BSA et des BSA B sera déterminé en multipliant le nombre d'actions de la Société auquel ils avaient droit par le rapport d'échange des actions de la Société contre des actions de la société absorbante ou nouvelle, ou des sociétés bénéficiaires de la scission.

- g) En cas de rachat par la Société de ses propres actions à un prix supérieur au cours de bourse, la nouvelle parité d'exercice sera calculée pour tenir compte du rapport suivant arrondi au centième d'action près :

$$\frac{\text{Valeur de l'action} + \text{Pc \% (Prix de rachat - Valeur de l'action)}}{\text{Valeur de l'action}}$$

Pour le calcul de ce rapport :

- Valeur de l'action signifie le cours moyen pondéré par les volumes sur dix jours de bourse consécutifs choisis parmi les 20 qui précèdent le rachat (ou la faculté de rachat) ;
- Pc % signifie le pourcentage du capital racheté ;
- Prix de rachat signifie le prix de rachat effectif (par définition supérieur au cours de bourse).

- h) En cas de modification de la répartition des bénéfices, la nouvelle parité d'exercice sera calculée pour tenir compte du rapport entre la réduction par action du droit aux bénéfices et la valeur de l'action avant cette modification. Cette valeur est égale au cours moyen pondéré par les volumes sur les trois dernières séances de bourse au moins qui précèdent le jour de cette modification.
- i) En cas d'amortissement du capital, la nouvelle parité d'exercice sera calculée pour tenir compte du rapport entre le montant par action de l'amortissement et la valeur de l'action avant amortissement. Cette valeur est égale au cours moyen pondéré par les volumes sur les trois dernières séances de bourse au moins qui précèdent le jour de l'amortissement.

Le Gérant rendra compte des éléments de calcul et des résultats de l'ajustement dans le premier rapport annuel suivant cet ajustement.

Information des porteurs de BSA A et de BSA B

En cas d'ajustement, les nouvelles conditions d'exercice seront portées à la connaissance des titulaires de BSA A et de BSA B de la présente émission au moyen d'un avis publié au Bulletin des annonces légales obligatoires, dans un journal financier de diffusion nationale ainsi que par un avis d'Euronext Paris ou selon toute autre modalité, dans le respect de la réglementation applicable. Le Gérant rendra compte des éléments de calcul et des résultats de l'ajustement dans le prochain rapport annuel.

Rachat par la Société et annulation de BSA A et de BSA B

Sous réserve de ce qui est indiqué au paragraphe 7.3 de la présente note d'opération, la Société se réserve le droit de procéder à tout moment, après leur détachement, sans limitation de prix ni de quantité, à des achats sur ou hors du marché de BSA A ou de BSA B, ou à des offres publiques d'achat ou d'échange de BSA A ou de BSA B. Les BSA A ou les BSA B achetés sur ou hors du marché ou par voie d'offres publiques, cesseront d'être considérés comme étant en circulation et seront annulés, conformément à l'article L. 225-149-2 du Code de commerce.

Il est à noter que les BSA A ou les BSA B attribués aux actions qui seraient rachetées par la Société avant le détachement ne pourront pas être exercés, ce tant que les actions auxquelles ils seront attachés demeureront des actions d'autocontrôle.

4.5.3. Actions à créer sur exercice des BSA A et actions à créer sur exercice des BSA B

Les actions créées sur exercice des BSA A et les actions créées sur exercice des BSA B seront, dès leur création, assimilables aux actions ordinaires de la Société dont les caractéristiques sont décrites au paragraphe 4.5.1 ci-dessus.

Les actions créées sur exercice des BSA A porteront jouissance à compter du premier jour de l'exercice en cours à leur date de création.

Les actions créées sur exercice des BSA B porteront jouissance à compter du premier jour de l'exercice en cours à leur date de création.

4.6. AUTORISATIONS

4.6.1. Assemblée générale des actionnaires de la Société ayant autorisé l'émission et l'admission des valeurs mobilières

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société réunie les 15 février 2006 et 14 mars 2006 a décidé d'autoriser :

- l'admission aux négociations de la totalité des actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société dans sa dixième résolution (assemblée générale du 15 février 2006) :

« L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant à l'assemblée générale extraordinaire, décide d'autoriser la réalisation dans le courant du premier semestre de l'exercice en cours du projet d'admission des actions de la Société sur le compartiment C du marché Eurolist d'Euronext Paris, et donne tous pouvoirs au Gérant, sous réserve de ceux que la loi et les règlements attribuent au Conseil de surveillance ou aux associés, pour la mener à bien. »

- l'émission des Actions Nouvelles par augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription et par appel public à l'épargne dans sa dix-neuvième résolution (assemblée générale du 15 février 2006) :

« L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant à l'assemblée générale extraordinaire établi conformément aux dispositions des articles L. 225-129 alinéa 1 et L. 225-135 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code et du rapport spécial du commissaire aux comptes établi conformément aux dispositions des articles L. 225-136 1° et L. 228-92 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code, et constaté que le capital social est intégralement libéré :

- 1) *délègue au Gérant sa compétence à l'effet de procéder, immédiatement ou à terme, à l'augmentation du capital de la Société par émission avec suppression du droit préférentiel de souscription et par appel public à l'épargne, en France ou à l'étranger, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera :*
 - a) *d'actions ordinaires ;*
 - b) *de bons (lesquels pourront être attribués gratuitement) ou de toutes autres valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, composées ou non, donnant accès immédiatement et/ou à terme, par quelque moyen que ce soit au capital social de la Société (à l'exclusion de valeurs mobilières donnant droit à des actions de préférence) ;*
- 2) *décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou autres valeurs mobilières qui pourront être émises en vertu de la présente délégation de compétence ;*
- 3) *délègue au Gérant la faculté d'apprécier si les émissions d'actions ou autres valeurs mobilières réalisées en vertu de la présente délégation de compétence comporteront un délai de priorité de souscription en faveur des actionnaires dans les conditions qu'il fixera conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 alinéa 2 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code ;*
- 4) *prend acte et décide en tant que de besoin que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code, la présente délégation emportera de plein droit au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit ;*
- 5) *décide que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-136 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code, le prix d'émission des actions ou autres valeurs mobilières susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation de compétence sera déterminé par le Gérant dans les conditions suivantes :*

- a) *s'agissant de l'augmentation de capital qui sera le cas échéant réalisée dans le cadre de l'admission des actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, le prix d'émission, qui, en tout état de cause, ne sera pas inférieur à la valeur nominale des valeurs mobilières, sera fixé par le Gérant et résultera de la confrontation du nombre de valeurs mobilières offertes et des demandes de valeurs mobilières émanant des investisseurs selon la technique dite de construction d'un livre d'ordres telle que développée par les usages professionnels de la place ;*
- b) *dès lors que les actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société seront admises aux négociations sur un marché réglementé et dans la mesure où les valeurs mobilières à émettre, immédiatement ou à terme, leur sont assimilables :*
- * dans la limite de 10% du capital social par an, le prix d'émission sera fixé par le Gérant et pourra faire apparaître une décote inférieure ou égale à 5% par rapport au prix minimum défini par les articles L. 225-136 du Code de commerce et 155-5 du décret n°67-236 du 23 mars 1967 ;*
 - * au-delà de la limite de 10% du capital social par an prévu ci-dessus, le prix d'émission sera fixé par le Gérant conformément aux dispositions des articles L. 225-136 du Code de commerce et 155-5 du décret n°67-236 du 23 mars 1967 ;*
- 6) *décide que le montant nominal maximal de la ou des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation de compétence est fixé à cent quinze millions (115 000 000) d'euros, étant précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond fixé à la dix-huitième résolution ci-dessus ;*
- 7) *décide que le Gérant aura tous pouvoirs, sous réserve de l'admission des actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, pour mettre en œuvre, dans les conditions déterminées par la loi et dans les limites définies par la présente résolution, la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :*
- arrêter les conditions et modalités de la ou des émissions,*
 - fixer, dans les limites définies par la présente résolution, le prix d'émission des actions ou autres valeurs mobilières émises ou à émettre,*
 - arrêter les modalités de libération des souscriptions, étant précisé que celle-ci pourra intervenir par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société,*
 - déterminer les dates et modalités d'émission, la nature et la forme des valeurs mobilières à créer,*
 - fixer la date de jouissance, même rétroactive, des valeurs mobilières à émettre,*
 - prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières émises donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société pendant un délai maximum de trois mois,*
 - prendre toute mesure utile, conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux stipulations contractuelles applicables, à l'effet de préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société,*
 - à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,*
 - d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et au service financier des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés,*
 - constater la réalisation de l'émission et, en général, faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre de la loi et de la réglementation en vigueur ;*

- 8) *prend acte, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-3 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code, qu'il ne pourra être fait usage de la présente délégation de compétence en période d'offre publique d'achat ou d'échange sur les titres de la Société, que si cet usage s'inscrit dans le cours normal de l'activité de la société et que sa mise en œuvre n'est pas susceptible de faire échouer l'offre ;*
 - 9) *prend acte que dans l'hypothèse où le Gérant viendrait à utiliser la présente délégation de compétence, il rendra compte à l'assemblée générale de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et notamment celles de l'article L. 225-129-5 du Code de commerce ;*
 - 10) *fixe à douze mois à compter de la présente assemblée générale la durée de validité de la présente délégation, soit jusqu'au 15 février 2007 ;*
 - 11) *prend acte de ce que le Gérant constatera la modification des statuts résultant de cette augmentation de capital conformément à l'article L. 226-11 du Code de commerce. »*
- L'émission des BSA A et des BSA B au profit des actionnaires de la Société dans sa dix-huitième résolution (assemblée générale du 15 février 2006) :

« L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant à l'assemblée générale extraordinaire établi conformément aux dispositions des articles L. 225-129 alinéa 1 et L. 225-135 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code et du rapport spécial du commissaire aux comptes établi conformément aux dispositions de l'article L. 228-92 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code, et constaté que le capital social est intégralement libéré :

- 1) *délègue au Gérant sa compétence à l'effet de procéder, immédiatement ou à terme, à l'augmentation du capital de la Société, par l'émission, en France ou à l'étranger, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera :*
 - a) *d'actions ordinaires ;*
 - b) *de bons (lesquels pourront être attribués gratuitement) ou de toutes autres valeurs mobilières de quelque nature que ce soit, composées ou non, donnant accès immédiatement et/ou à terme, par quelque moyen que ce soit, au capital social de la Société (à l'exclusion de valeurs mobilières donnant droit à des actions de préférence) ;*
- 2) *décide, au cas où le gérant déciderait de procéder à l'émission de valeurs mobilières visées ci-dessus que les actionnaires bénéficieront d'un droit préférentiel de souscription à titre irréductible aux valeurs mobilières qui pourront être émises en vertu de la présente délégation. En outre, le gérant aura la faculté de conférer aux actionnaires, dans les conditions prévues par la loi, le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourront souscrire à titre irréductible ;*
- 3) *prend acte et décide en tant que de besoin que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code, la présente délégation emportera de plein droit au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit ;*

- 4) *décide que le montant nominal maximal de la ou des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation de compétence, est fixé à cent quinze millions (115 000 000) d'euros, étant précisé que le montant nominal de toute augmentation de capital réalisée, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, en vertu de la dix-neuvième résolution ci-dessous s'imputera sur le plafond susmentionné ;*
- 5) *prend acte du fait que, dans le cadre de la présente délégation de compétence, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Gérant pourra, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions à la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'augmentation décidée ou répartir librement tout ou partie des valeurs mobilières non souscrites, et décide en outre que dans un tel cas le Gérant pourra également offrir au public, en faisant publiquement appel à l'épargne, tout ou partie des valeurs mobilières non souscrites ;*
- 6) *décide que le Gérant aura tous pouvoirs, sous réserve de l'admission des actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, pour mettre en œuvre, dans les conditions déterminées par la loi et dans les limites définies par la présente résolution, la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :*
 - *arrêter les conditions et modalités de la ou des émissions et notamment décider, le cas échéant, que les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et que les valeurs mobilières correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits au plus tard 30 jours après la date d'inscription à leur compte du nombre entier de valeurs mobilières attribuées,*
 - *fixer le prix d'émission des actions ou autres valeurs mobilières émises ou à émettre,*
 - *arrêter les modalités de libération des souscriptions, étant précisé que celle-ci pourra intervenir par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société,*
 - *déterminer les dates et modalités d'émission, la nature et la forme des valeurs mobilières à créer,*
 - *fixer la date de jouissance, même rétroactive, des valeurs mobilières à émettre,*
 - *prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières émises donnant accès, immédiatement ou à terme au capital de la Société, pendant un délai maximum de trois mois,*
 - *prendre toute mesure utile, conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux stipulations contractuelles applicables, à l'effet de préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la Société,*
 - *à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,*
 - *d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et au service financier des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés,*
 - *constater la réalisation de l'émission et, en général, faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre de la loi et de la réglementation en vigueur ;*
- 7) *prend acte, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-3 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code, qu'il ne pourra être fait usage de la présente délégation de compétence en période d'offre publique d'achat ou d'échange sur les titres de la Société, que si cet usage s'inscrit dans le cours normal de l'activité de la société et que sa mise en œuvre n'est pas susceptible de faire échouer l'offre ;*
- 8) *prend acte que dans l'hypothèse où le Gérant viendrait à utiliser la présente délégation de compétence, il rendra compte à l'assemblée générale de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et notamment celles de l'article L. 225-129-5 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code,*

- 9) *fixe à douze mois à compter de la présente assemblée générale la durée de validité de la présente délégation, soit jusqu'au 15 février 2007 ;*
- 10) *prend acte de ce que le Gérant constatera la modification des statuts résultant de cette augmentation de capital conformément à l'article L. 226-11 du Code de commerce. »*
- la possibilité d'une option de sur-allocation attribuant à ABN AMRO Rothschild, agissant pour le compte des Etablissements Garants, le droit de souscrire des Bons de Sur-allocation permettant la souscription d'Actions Nouvelles Supplémentaires et l'attribution gratuite de BSA A et de BSA B dans sa vingtième résolution (assemblée générale du 14 mars 2006) :

« L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Gérant à l'assemblée générale extraordinaire établi conformément aux dispositions des articles L. 225-129 alinéa 1, L. 225-135 et L. 225-138 sur renvoi de l'article L. 226-1 du Code de commerce, et du rapport spécial du Commissaire aux comptes établi conformément aux dispositions de l'article L. 228-92 du Code de commerce, et constaté que le capital social est intégralement libéré :

- 1) *délègue au Gérant sa compétence à l'effet de procéder, immédiatement ou à terme, à l'augmentation du capital de la Société par émission avec suppression du droit préférentiel de souscription conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce, en France ou à l'étranger, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, de bons de souscription permettant chacun de souscrire à une action (ou autre valeur mobilière donnant accès au capital social de la Société) et, le cas échéant de se voir attribuer les bons de souscription éventuellement destinés à être attachés à celle-ci, de même catégorie que celles ou ceux qui seront émis en exécution de la dix-huitième ou de la dix-neuvième résolution adoptée par la présente assemblée (ci-après les « Bons de Surallocation ») ;*
- 2) *décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux Bons de Surallocation qui pourront être émis en vertu de la présente délégation de compétence au profit de ABN AMRO Rothschild, agissant au nom et pour le compte des établissements garants, au titre de l'option de sur-allocation que la Société pourra consentir à ces établissements garants, en application du contrat de garantie et de placement qu'elle conclura avec ceux-ci (l'« Option de Sur-allocation ») ;*
- 3) *prend acte et décide en tant que de besoin que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code, la présente délégation emportera de plein droit, au profit des titulaires de Bons de Surallocation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux valeurs mobilières auxquels les Bons de Surallocation pourront donner droit, ainsi qu'aux bons de souscription éventuellement attachés à ces valeurs mobilières ;*
- 4) *décide que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code, le prix d'émission des Bons de Surallocation sera égal à 0,01 euro par Bon de Sur-allocation ;*
- 5) *décide que le nombre maximal de Bons de Surallocation susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation de compétence est fixé à 15% du nombre total des actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Société qui seront effectivement émises en vertu de la dix-neuvième résolution à l'occasion de l'ouverture du capital de la Société et de l'admission de ses actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital sur le marché Eurolist d'Euronext Paris. Le montant des augmentations de capital résultant de l'exercice de ces Bons de Surallocation ou de toutes valeurs mobilières auxquelles ces Bons de Surallocation donneraient accès ne s'impute pas sur le plafond prévu aux 18^{ème} et 19^{ème} résolutions ;*

- 6) *décide que les Bons de Surallocation devront être émis dans un délai maximal d'un an à compter de la présente assemblée et qu'ils devront être exercés dans un délai maximal de 30 jours à compter du règlement-livraison des valeurs mobilières émises dans le cadre de l'augmentation de capital à intervenir à l'occasion de l'ouverture du capital de la Société et de l'admission de ses actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital sur le marché Eurolist d'Euronext Paris ;*
- 7) *décide que le prix des actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Société ainsi que des bons de souscription éventuellement attachés à celles-ci, auxquels l'exercice des Bons de Surallocation donnera droit sera égal au prix du placement des actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital émises dans le cadre de l'augmentation de capital à intervenir à l'occasion de l'ouverture du capital de la Société et de l'admission des actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital sur le marché Eurolist d'Euronext Paris ;*
- 8) *décide que le Gérant aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions déterminées par la loi et dans les limites définies par la présente résolution, la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :*
 - *fixer, dans les limites résultant de la présente résolution, le nombre de Bons de Surallocation à émettre,*
 - *arrêter les conditions et modalités de la ou des émissions et les conditions et modalités d'exercice des Bons de Surallocation à émettre, et ce conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables,*
 - *arrêter les modalités de libération des souscriptions, étant précisé que celle-ci pourra intervenir par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société,*
 - *prendre toute mesure utile, conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux stipulations contractuelles applicables, à l'effet de préserver les droits des titulaires de Bons de Surallocation,*
 - *constater la réalisation de l'émission et l'exercice des Bons de Surallocation émis et les augmentations du capital social en résultant,*
 - *à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital social pouvant résulter de l'exercice des Bons de Surallocation sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,*
 - *d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et au service financier des Bons de Surallocation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés, et, en général, faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre de la loi et de la réglementation en vigueur.*
- 9) *prend acte, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-3 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 226-1 du même Code, qu'il ne pourra être fait usage de la présente délégation de compétence en période d'offre publique d'achat ou d'échange sur les titres de la Société, que si cet usage s'inscrit dans le cours normal de l'activité de la société et que sa mise en œuvre n'est pas susceptible de faire échouer l'offre ;*
- 10) *prend acte que dans l'hypothèse où le Gérant viendrait à utiliser la présente délégation de compétence, il rendra compte à l'assemblée générale de l'utilisation faite des autorisations conférées dans la présente résolution conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et notamment celles de l'article L. 225-129-5 du Code de commerce ;*
- 11) *prend acte de ce que le Gérant constatera la modification des statuts résultant de l'augmentation de capital résultant de l'exercice des Bons de Surallocation conformément à l'article L. 226-11 du Code de commerce. »*

4.6.2. Décisions de la Gérance de la Société relatives à l'émission

En vertu des délégations de compétence mentionnées au paragraphe 4.6.1 ci-dessus, le Gérant de la Société a décidé le 14 mars 2006, qu'il adopterait, au plus tard le 28 mars 2006, les décisions requises aux fins de :

- fixer le Prix de l'Offre ;
- émettre les Actions Nouvelles Initiales ainsi que le cas échéant les Actions Nouvelles Additionnelles, les BSA A, les BSA B et les Bons de Sur-allocation, aux conditions et conformément aux caractéristiques décrites dans la présente note d'opération.

4.7. DATES PREVUES D'EMISSION ET DE REGLEMENT-LIVRAISON

La date prévue pour le règlement-livraison des Actions Nouvelles et l'attribution gratuite de BSA A et de BSA B relatifs à ces Actions Nouvelles et aux Actions Existantes est le 31 mars 2006, sous réserve de la délivrance du certificat du dépositaire des fonds et de l'absence de résiliation du Contrat de Garantie par les Etablissements Garants (voir paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération).

La date prévue pour le règlement-livraison des Actions Nouvelles Supplémentaires et l'attribution gratuite de BSA A et de BSA B relatifs à ces Actions Nouvelles Supplémentaires peut intervenir à tout moment entre le 31 mars 2006 et le 3 mai 2006.

Le règlement-livraison des actions à créer sur exercice des BSA A interviendra quelques jours après la fin de la période d'exercice des BSA A.

Le règlement-livraison des actions à créer sur exercice des BSA B interviendra quelques jours après la fin de la période d'exercice des BSA B.

4.8. RESTRICTION A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS, DES BSA A ET DES BSA B

Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital social de la Société.

Les BSA A, les BSA B et les actions de la Société ne pourront pas être négociés ou cédés indépendamment avant le 26 août 2007 (inclus).

4.9. REGLEMENTATION EN MATIERE D'OFFRE PUBLIQUE

La Société est soumise aux règles applicables en France relatives aux offres publiques et notamment aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et aux retraits obligatoires.

4.9.1. Offre publique obligatoire

L'article L. 433-3 du Code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers prévoient les conditions de dépôt obligatoire d'une offre publique visant la totalité des titres du capital de la Société.

4.9.2. Offre publique de retrait et retrait obligatoire

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait) et 237-1 et suivants (retrait obligatoire) du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers prévoient les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait assorti, le cas échéant, d'un retrait obligatoire des actionnaires minoritaires de la Société.

4.9.3. Offre publique d'achat initiée par des tiers sur le capital de l'émetteur durant le dernier exercice et l'exercice en cours

Sans objet.

4.10. REGIME FISCAL DES ACTIONS

4.10.1. Régime fiscal applicable à la Société

La Société a opté pour l'application du régime de faveur applicable aux sociétés de capital risque (« **SCR** ») à compter du 1^{er} janvier 2006.

Ce régime est réservé aux sociétés qui ont pour objet exclusif la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières cotées ou non cotées, et qui sont soumises à un ensemble de conditions et limitations imposées par la loi.

Lorsque ces conditions, qui sont décrites ci-après, sont remplies, une SCR est exonérée d'impôt sur les sociétés sur la totalité des produits courants et des plus-values de cession des titres de son portefeuille.

Seuls restent soumis à l'impôt sur les sociétés, le cas échéant, les revenus de titres de filiales hébergeant des activités de prestations de services, les plus-values sur cession de meubles ou d'immeubles d'exploitation et les subventions reçues par la SCR.

Composition de l'actif

Le régime de faveur n'est susceptible de s'appliquer qu'aux SCR dont la situation nette comptable est représentée de façon constante, à concurrence de 50% au moins, de titres participatifs ou parts ou titres de capital ou donnant accès au capital (actions, obligations remboursables, convertibles ou échangeables en actions, bons de souscription d'actions) (le « **Quota d'Investissement** ») :

- qui, sous réserve des exceptions ci-après décrites, ne sont pas admis aux négociations sur un marché d'instruments financiers français ou étranger dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger (marché réglementé ou organisé) ;
- émis par des sociétés ayant leur siège dans un Etat de la Communauté européenne ou dans un Etat de l'Espace Economique Européen hors Liechtenstein, exerçant une activité industrielle ou commerciale et soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun ou qui y seraient soumises dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France.

Sont toutefois également éligibles pour le calcul du Quota d'Investissement :

- (i) les avances en compte courant consenties à des sociétés éligibles dans lesquelles la SCR détient au moins 5% du capital, dans la limite de 15% de la situation nette comptable de la SCR ;
- (ii) les titres de capital, ou donnant accès au capital, cotés sur un marché réglementé ou organisé d'un Etat de l'Espace Economique Européen, émis par des sociétés ayant leur siège dans un Etat de la Communauté européenne hors Liechtenstein, dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros, dans la limite de 20% de la situation nette comptable de la SCR ;
- (iii) les titres de sociétés holdings non cotées sur un marché réglementé ou organisé, ayant leur siège dans un Etat membre de la Communauté européenne ou dans un Etat ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative, qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun ou qui y seraient soumises dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France, et qui ont pour objet principal de détenir des participations financières, à concurrence du pourcentage d'investissement direct de l'actif de la société émettrice dans les sociétés éligibles au Quota d'Investissement ;
- (iv) dans la limite de 20% de la situation nette comptable de la SCR, les titres de sociétés holdings cotées sur un marché réglementé ou organisé d'un Etat de l'Espace Economique Européen, dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros, ayant leur siège dans un Etat membre de la Communauté européenne ou dans un Etat ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative, qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés au

taux de droit commun ou qui y seraient soumises dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France, et qui ont pour objet principal de détenir des participations financières, à concurrence du pourcentage d'investissement direct de l'actif de la société émettrice dans les sociétés éligibles au Quota d'Investissement ;

- (v) les parts de FCPR et les droits représentatifs d'un placement financier dans une entité constituée dans un Etat membre de la Communauté européenne ou dans un Etat ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative et dont l'objet principal est d'investir dans des sociétés éligibles dont les titres de capital ne sont pas cotés sur un marché réglementé ou organisé, ou dans des sociétés holdings, à concurrence du pourcentage d'investissement direct ou indirect du fonds ou de l'entité concernée dans des sociétés éligibles.

Les titres non cotés qui deviennent cotés restent éligibles au Quota d'Investissement sans limitation de durée lorsque la capitalisation boursière de la société nouvellement cotée est inférieure à 150 millions d'euros et que la limite de 20% d'investissement en titres cotés n'est pas atteinte. En revanche, lorsque la limite de 20% est atteinte, les titres de la société nouvellement cotée et faiblement capitalisée ne restent éligibles au Quota d'Investissement que pendant cinq ans.

Les SCR disposent pour atteindre le Quota d'Investissement d'un délai de deux ans à compter de l'ouverture du premier exercice d'application du régime de faveur.

Répartition de l'actif

Une SCR ne peut pas employer en titres d'une même société plus de 25% de sa situation nette comptable. Si ce pourcentage est dépassé du fait d'une diminution de la situation nette comptable, la SCR doit régulariser sa situation au plus tard à l'expiration du cinquième exercice qui suit celui du dépassement.

Une SCR ne peut détenir dans une société des titres lui conférant directement ou indirectement, à elle ou à l'un de ses actionnaires directs ou indirects, plus de 40% des droits de vote. En cas de dépassement de ce seuil, la totalité des titres émis par cette société est exclue du Quota d'Investissement, mais ces titres restent compris dans le portefeuille exonéré, pour autant que le Quota d'Investissement soit maintenu par ailleurs.

Recours à l'emprunt

Une SCR ne peut recourir à des emprunts d'espèces que dans la limite de 10% de son actif net comptable, les avances en compte courant consenties par ses propres actionnaires dans le cadre de leur obligation de réinvestissement n'étant toutefois pas retenues dans cette limite.

Détention de la SCR

Une personne physique, son conjoint, leurs ascendants et descendants ne peuvent pas détenir ensemble, directement ou indirectement, plus de 30% des droits dans les bénéfices d'une SCR.

4.10.2. Régime fiscal applicable aux actionnaires

Le régime fiscal applicable en l'état actuel de la législation française aux valeurs mobilières émises par la Société est décrit ci-après. L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseil fiscal habituel.

Les personnes n'ayant pas leur résidence fiscale en France doivent, en outre, se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence.

L'attention des investisseurs est également attirée sur le fait que le régime fiscal décrit ci-après correspond à celui en vigueur à ce jour et qu'il est soumis au respect par la Société des conditions décrites ci-dessus au paragraphe 4.10.1, notamment quant au Quota d'Investissement. Ce régime pourrait être modifié par de prochaines évolutions législatives ou réglementaires que les investisseurs devront suivre avec leur conseil fiscal habituel.

Les investisseurs sont invités tout particulièrement à se reporter au paragraphe 4.2.2 du document de base de la Société qui décrit les contraintes et les risques liés à ce régime.

4.10.2.1. Régime fiscal des actions

4.10.2.1.1. Résidents fiscaux français

1) *Actionnaires personnes physiques ne détenant pas les actions de la Société à l'actif de leur patrimoine professionnel*

a) Actionnaires prenant l'engagement de conserver les actions et de réinvestir les produits

Les actionnaires qui s'engagent à conserver leurs actions pendant cinq ans au moins à compter de leur souscription ou acquisition et à réinvestir immédiatement dans la Société les dividendes qu'ils reçoivent le cas échéant, bénéficient, toutes autres conditions étant par ailleurs remplies, d'une exonération d'impôt sur le revenu sur les dividendes reçus de la Société et sur les plus-values réalisées sur les cessions d'actions de la Société (mais pas des prélèvements sociaux), sous réserve qu'ils respectent effectivement les engagements pris.

Les actionnaires qui souhaitent bénéficier de ce régime d'exonération doivent impérativement informer la Société des engagements de conservation et de réinvestissement pris lors de la souscription ou de l'acquisition des actions de la Société.

Cette exonération n'est pas ouverte aux actionnaires qui, seuls ou avec leur conjoint, leurs ascendants et descendants et ceux de leur conjoint, détiendraient (ou auraient détenu à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la souscription ou l'acquisition des actions de la Société) ensemble, directement ou indirectement, plus de 25% des droits dans les bénéfices de sociétés dont les titres figurent à l'actif de la Société. Au cas où un actionnaire, seul ou avec son groupe familial, ne respecterait plus cette condition pendant la période de conservation des actions de la Société, l'exonération cessera de s'appliquer à compter de l'année au titre de laquelle la condition n'est plus respectée. Les exonérations acquises au titre des années précédentes ne seront pas remises en cause.

L'exonération concerne uniquement l'impôt sur le revenu. Les distributions reçues et les plus-values réalisées restent en effet soumises aux prélèvements sociaux dont les taux sont actuellement les suivants :

- la contribution sociale généralisée (la « CSG ») au taux de 8,2% ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (la « CRDS ») au taux de 0,5% ;
- le prélèvement social de 2% ; et
- la contribution additionnelle au prélèvement social de 2% au taux de 0,3%.

(i) Modalités du respect des engagements de réinvestissement et conservation

Pour être exonérés d'impôt sur le revenu, les dividendes reçus doivent être immédiatement réinvestis dans la Société pendant la période de cinq ans à compter de la souscription ou de l'acquisition des actions ouvrant droit à la distribution.

Le réinvestissement doit prendre la forme :

- soit d'une souscription d'actions de la Société ;
- soit d'un achat d'actions de la Société ;
- soit d'un dépôt sur un compte bloqué ouvert dans les écritures de la Société au nom de l'actionnaire.

L'actionnaire doit informer la Société des modalités de réinvestissement qu'il a choisies. En cas d'achat d'actions de la Société, l'actionnaire doit en apporter sans délai la justification à la Société. En cas de dépôt de sommes sur un compte bloqué, les intérêts revenant à l'actionnaire qui sont libérés à la clôture du compte sont également exonérés d'impôt sur le revenu mais pas des prélèvements sociaux au taux global actuel de 11%.

L'actionnaire devra en outre informer la Société des cessions d'actions qu'il réalisera.

(ii) Conséquences du non-respect des engagements de réinvestissement et conservation

Sauf en cas de décès, invalidité permanente, départ à la retraite ou licenciement de l'actionnaire ou son conjoint soumis à une imposition commune, la rupture des engagements de réinvestissement et conservation entraîne la perte rétroactive de l'exonération dont ont bénéficié les dividendes réinvestis. Ces dividendes, ainsi que les intérêts du compte bloqué, le cas échéant, sont ajoutés au revenu imposable de l'année de la rupture et soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

La plus-value réalisée sur la cession des actions de la Société en cas de non-respect des engagements de réinvestissement et conservation est soumise, dès le premier euro, à l'impôt sur le revenu au taux proportionnel de 16% et aux prélèvements sociaux au taux global de 11% si le montant global des cessions de valeurs mobilières et autres droits ou titres visés à l'article 150-0 A du CGI (hors cessions exonérées de titres détenus dans le cadre d'un plan d'épargne en actions) réalisées au cours de l'année civile excède, par foyer fiscal, le seuil actuellement fixé à 15 000 euros. En cas de moins-value, son montant est imputable sur les gains de même nature réalisés au cours de l'année de cession ou des dix années suivantes, à condition que le seuil de cessions visé ci-dessus ait été dépassé l'année de réalisation de la moins-value.

(iii) Obligations déclaratives

L'actionnaire qui a pris l'engagement de conservation et de réinvestissement devra joindre annuellement à sa déclaration de revenus un relevé indiquant :

- le nombre d'actions souscrites ou acquises, la date et le montant global de chaque souscription ou acquisition ;
- le nombre et le montant des actions qu'il s'engage à conserver pendant cinq ans ;
- le nombre et le montant des actions cédées avant l'expiration du délai de conservation ou pour lesquelles aucun engagement n'a été pris, leur date d'acquisition et la date de la cession ;
- le nombre et le montant des actions cédées après l'expiration du délai de conservation, leur date d'acquisition et la date de la cession ;
- le montant des produits réinvestis sous forme de souscription ou d'achat d'actions ;
- la date et le montant des dépôts effectués sur le compte bloqué ouvert à son nom dans la Société ainsi que le montant et la date des retraits éventuels ;
- en cas de non-respect de l'engagement de conservation ou de réinvestissement, le détail des sommes précédemment exonérées et réintégréées au revenu imposable de l'année de rupture des engagements.

b) Actionnaires ne prenant pas l'engagement de conserver les actions et de réinvestir les produits (hors cadre PEA, voir paragraphe c) ci-après)

(i) Dividendes reçus de la Société

Le régime d'imposition des distributions effectuées au profit des actionnaires ne prenant pas l'engagement de conserver les actions et de réinvestir les dividendes s'apprécie en fonction de l'origine des résultats sur lesquels elles sont prélevées.

Les dividendes prélevés sur les plus-values nettes réalisées par la Société sur la cession de titres de la nature de ceux retenus dans le Quota d'Investissement (tel que défini au paragraphe 4.10.1) sont soumis à l'impôt sur le revenu au taux proportionnel de 16% et aux prélèvements sociaux au taux global de 11%.

Les dividendes prélevés sur les produits et les autres plus-values réalisées par la Société sont soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers (dividendes) dans les conditions de droit commun. Ainsi, les dividendes reçus à ce titre doivent être retenus pour le calcul de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année de leur perception pour 60% de leur montant. Ils font en outre l'objet d'un abattement annuel et global fixé, à compter de l'imposition des revenus de 2006, à 3 050 euros pour les couples soumis à une imposition commune (couples mariés et partenaires du pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du Code civil faisant l'objet d'une imposition commune) et de 1 525 euros pour les personnes célibataires, veuves, divorcées ou mariées et imposées séparément. Le montant ainsi obtenu est soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu sous déduction d'un crédit d'impôt égal à 50% du montant des dividendes reçus avant abattement,

plafonné à 230 euros pour les couples soumis à une imposition commune et à 115 euros pour les personnes célibataires, veuves, divorcées ou mariées et imposées séparément. L'excédent éventuel du crédit d'impôt non imputé est restituable s'il est d'au moins 8 euros. Les dividendes effectivement perçus (c'est-à-dire, avant tout abattement) sont en outre soumis :

- à la CSG au taux de 8,2%, dont 5,8% sont déductibles du revenu imposable à l'impôt sur le revenu au titre de l'année de paiement de la CSG ;
- à la CRDS au taux de 0,5% ;
- au prélèvement social de 2% ; et
- à la contribution additionnelle au prélèvement social de 2% au taux de 0,3%.

(ii) Plus-values de cession des actions de la Société

La plus-value réalisée sur la cession des actions de la Société en cas de non prise des engagements de réinvestissement et conservation est soumise, dès le premier euro, à l'impôt sur le revenu au taux proportionnel de 16% et aux prélèvements sociaux au taux global de 11% si le montant global des cessions de valeurs mobilières et autres droits ou titres visés à l'article 150-0 A du CGI (hors cessions exonérées de titres détenus dans le cadre d'un plan d'épargne en actions) réalisées au cours de l'année civile excède, par foyer fiscal, le seuil actuellement fixé à 15 000 euros. En cas de moins-value, son montant est imputable sur les gains de même nature réalisés au cours de l'année de cession ou des dix années suivantes, à condition que le seuil de cession visé ci-dessus ait été dépassé l'année de réalisation de la moins-value.

c) Régime spécial des PEA

Les actions de la Société pourront être souscrites ou acquises dans le cadre d'un plan d'épargne en actions (le « **PEA** »), institué par la loi n°92-666 du 16 juillet 1992.

Sous certaines conditions, le PEA ouvre droit (i) pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des produits et des plus-values générés par les placements effectués dans le cadre du PEA et (ii) au moment de la clôture du PEA (si elle intervient plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison du gain net constaté ou réalisé à cette occasion ; ce gain reste néanmoins soumis aux diverses contributions sociales (dont la nature et le taux global varient en fonction de la période au titre de laquelle le gain a été acquis).

Les moins-values subies dans le cadre du PEA ne seront imputables que sur des plus-values réalisées dans le même cadre. Les pertes éventuellement constatées lors de la clôture anticipée du PEA avant l'expiration de la cinquième année seront imputables sur les gains de même nature réalisés au cours de la même année ou des dix années suivantes, à condition que le seuil annuel de cession des valeurs mobilières (et droits ou titres assimilés) applicable au titre de l'année de réalisation de la moins-value soit dépassé au titre de l'année considérée. Les pertes éventuellement constatées lors de la clôture du PEA de plus de cinq ans intervenant à compter du 1^{er} janvier 2005 sont également imputables sur les plus-values réalisées hors PEA, à condition notamment que la totalité des titres figurant dans le plan ait été cédée à la date de clôture du plan (les titres ne doivent pas avoir seulement fait l'objet d'un transfert sur un compte titre ordinaire).

Il convient enfin de noter que les revenus perçus dans le cadre du PEA pourront, le cas échéant, ouvrir également droit au crédit d'impôt de 50% plafonné à 115 ou 230 euros mentionné ci-dessus. Ce crédit d'impôt ne fera pas l'objet d'un versement sur le plan, mais sera imputable sur l'impôt sur le revenu, l'excédent éventuel étant restituable.

d) Impôt de solidarité sur la fortune

Les actions détenues par les personnes physiques sont comprises dans leur patrimoine imposable et soumises, le cas échéant, à l'impôt de solidarité sur la fortune.

e) Droits de succession et de donation

Les actions acquises par voie de succession ou de donation sont soumises aux droits de succession ou de donation.

2) *Personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés*

a) Dividendes

Le régime d'imposition des distributions effectuées au profit des actionnaires personnes morales s'apprécie en fonction de l'origine des résultats sur lesquels elles sont prélevées.

(i) Les distributions prélevées sur les plus-values nettes réalisées par la Société sur la cession de titres de participation et détenus par la Société depuis au moins deux ans sont soumises à l'impôt sur les sociétés aux taux suivants :

- 8% à compter des exercices ouverts en 2006, majoré, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3% qui s'applique au montant de l'impôt sur les sociétés excédant 763 000 euros par période de douze mois ;
- 0% à compter des exercices ouverts en 2007.

Constituent des titres de participation pour les besoins du régime fiscal décrit dans le présent résumé, les titres de capital, ou donnant accès au capital, de sociétés dont la Société, seule ou de concert avec d'autres SCR ou avec des fonds communs de placement à risques, détient directement au moins 5% du capital.

(ii) Les distributions prélevées sur les plus-values nettes réalisées par la Société sur la cession des autres titres inclus dans le Quota d'Investissement et détenus par la Société depuis au moins deux ans sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de 15% majoré, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3% mentionnée ci-dessus.

(iii) Les distributions prélevées sur les plus-values nettes réalisées par la Société sur la cession des titres inclus dans le Quota d'Investissement et détenus par la Société depuis moins de deux ans, et les distributions prélevées sur les autres plus-values et produits de la Société sont imposables au taux de droit commun de l'impôt sur les sociétés de 33,33% majoré, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3% mentionnée ci-dessus. L'impôt à payer est, le cas échéant, minoré des crédits d'impôts attachés aux produits redistribués par la Société.

b) Plus-values

(i) Actions détenues depuis au moins cinq ans au moment de la cession

La plus-value réalisée sur la cession des actions de la Société détenues depuis au moins cinq ans au moment de la cession sera imposée selon différents taux en fonction de la composition de l'actif de la Société.

Ainsi, la fraction de la plus-value correspondant à la proportion de l'actif de la Société constitué de titres de participation (tels que définis ci-avant) détenus depuis au moins deux ans (augmentée des sommes en instance de distribution depuis moins de six mois correspondant à des cessions de titres de participation) sera soumise à l'impôt sur les sociétés aux taux suivants :

- 8% à compter des exercices ouverts en 2006, majoré, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3% mentionnée ci-dessus ;
- 0% à compter des exercices ouverts en 2007.

La fraction de la plus-value correspondant aux autres actifs de la Société sera soumise à l'impôt sur les sociétés au taux de 15% majoré, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3% mentionnée ci-dessus.

Les modalités d'appréciation du rapport existant entre la valeur des titres de participation et des sommes en instance de distribution et la valeur de l'actif total des SCR doivent faire l'objet d'un décret en Conseil d'Etat non encore publié.

(ii) Actions détenues depuis moins de cinq ans au moment de la cession

La plus-value réalisée sur la cession des actions de la Société détenues depuis moins de cinq ans au moment de la cession est imposable au taux de droit commun de l'impôt sur les sociétés de 33,33% majoré, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3% mentionnée ci-dessus.

4.10.2.1.2. Non-résidents fiscaux

Il est recommandé aux investisseurs non-résidents de consulter leur conseil en ce qui concerne les conditions et modalités d'application des dispositions de la convention fiscale applicable, le cas échéant, dans leur cas particulier.

1) *Actionnaires personnes physiques*

a) Dividendes

En vertu du droit interne français, les dividendes distribués par une société dont le siège social est situé en France à ses actionnaires dont le domicile fiscal est situé hors de France font en principe l'objet d'une retenue à la source de 25%.

Sous réserve de prendre et respecter les engagements de conserver les actions et de réinvestir les produits dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que les actionnaires personnes physiques résidents fiscaux français (voir le paragraphe 4.10.2.1.1, 1) a) ci-dessus), les actionnaires non-résidents qui ont leur domicile fiscal dans un pays ou un territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, pourront bénéficier d'une exonération de la retenue à la source sur les dividendes distribués.

Les actionnaires non-résidents qui souhaitent bénéficier de ce régime d'exonération doivent informer la Société des engagements de conservation et de réinvestissement pris lors de la souscription ou de l'acquisition des actions de la Société.

Cette exonération n'est pas ouverte aux actionnaires qui ont leur domicile fiscal dans un pays ou un territoire qui n'a pas conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, ainsi qu'aux actionnaires qui, seuls ou avec leur conjoint, leurs ascendants et descendants et ceux de leur conjoint, détiendraient (ou auraient détenu à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la souscription ou l'acquisition des actions de la Société) ensemble, directement ou indirectement, plus de 25% des droits dans les bénéfices de sociétés dont les titres figurent à l'actif de la Société. Au cas où un actionnaire, seul ou avec son groupe familial ne respecterait plus cette condition de détention pendant la période de conservation des actions de la Société, l'exonération cessera de s'appliquer à compter de l'année au titre de laquelle la condition n'est plus respectée. Les exonérations acquises au titre des années précédentes ne seront pas remises en cause.

Les dividendes distribués aux actionnaires non-résidents qui ne prennent pas ou ne respectent pas les engagements de conservation ou de réinvestissement ou ne respectent pas la condition de pourcentage de détention susmentionnée ou qui ont leur domicile fiscal dans un pays ou un territoire qui n'a pas conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, sont soumis à retenue à la source en France au taux de 16% lorsqu'ils sont prélevés sur les plus-values nettes réalisées par la Société sur la cession de titres de la nature de ceux retenus dans le Quota d'Investissement, et au taux de 25% lorsqu'ils sont prélevés sur les produits et les autres plus-values réalisés par la Société. Sous certaines conditions, cette retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en application des conventions fiscales internationales qui le prévoient.

Les actionnaires non-résidents qui perçoivent des dividendes soumis à la retenue à la source au taux de 25% (sauf dispositions conventionnelles plus favorables) et qui peuvent se prévaloir des dispositions d'une convention fiscale ouvrant droit au transfert de l'avoir fiscal, pourront, sous déduction de la retenue à la source au taux prévu par la convention fiscale applicable, bénéficier d'une restitution du crédit d'impôt de 50% plafonné à 115 ou

230 euros institué en faveur des personnes physiques résidentes françaises (voir le paragraphe 4.10.2.1.1, 1) b) (i) ci-dessus). L'administration fiscale a précisé que les modalités pratiques de restitution de ce crédit d'impôt seraient fixées ultérieurement.

Il est recommandé aux investisseurs non-résidents de consulter leur conseil en ce qui concerne les conditions et modalités d'application de la retenue à la source au taux réduit prévu, le cas échéant, par les conventions fiscales applicables et le transfert du crédit d'impôt, eu égard aux précisions qui seront données ultérieurement par l'administration fiscale.

b) Plus-values

Les plus-values réalisées à l'occasion de la cession à titre onéreux de leurs actions de la Société par les actionnaires non-résidents seront exonérées d'impôt en France, à moins que les droits détenus directement ou indirectement par le cédant, seul ou avec son groupe familial, dans les bénéfices de la Société excèdent ou aient excédé 25% à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la cession. Les plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'une participation excédant ou ayant excédé le seuil de 25% au cours de la période susvisée seront soumises à l'impôt en France au taux proportionnel de 16%, sauf application éventuelle des dispositions d'une convention fiscale internationale réservant à l'Etat de résidence le droit d'imposer.

c) Impôt de solidarité sur la fortune

En principe, l'impôt de solidarité sur la fortune ne s'applique pas, à raison de leur participation dans la Société, aux personnes physiques domiciliées hors de France, au sens de l'article 4-B du CGI, qui possèdent directement ou indirectement, moins de 10% du capital de la Société pour autant, toutefois, que ces actions ne leur permettent pas d'exercer une certaine influence sur la Société.

d) Droits de succession et de donation

La France soumet aux droits de succession et de donation les titres des sociétés françaises acquis par voie de succession ou de donation par un non-résident français. La France a conclu avec un certain nombre de pays des conventions destinées à éviter les doubles impositions en matière de succession et de donation, aux termes desquelles les résidents des pays ayant conclu de telles conventions peuvent être exonérés de droits de succession et de donation en France ou obtenir un crédit d'impôt dans leur Etat de résidence.

Il est recommandé aux investisseurs potentiels de consulter leur conseil habituel en ce qui concerne leur assujettissement aux droits de succession et de donation.

2) *Actionnaires personnes morales ne détenant pas les actions de la Société à l'actif d'un établissement stable en France*

a) Dividendes

En vertu du droit interne français, les dividendes distribués par une société dont le siège social est situé en France à ses actionnaires dont le domicile fiscal est situé hors de France font en principe l'objet d'une retenue à la source de 25%.

Cependant, les dividendes prélevés sur les plus-values nettes réalisées par la Société sur la cession de titres inclus dans le Quota d'Investissement et détenus par la Société depuis au moins deux ans sont exonérés de retenue à la source s'ils sont versés à une personne morale qui a son siège dans un Etat ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative et que les dividendes reçus sont compris dans les bénéfices déclarés dans cet Etat mais y bénéficient d'une exonération d'impôt. Les actionnaires remplissant les conditions pour bénéficier de l'exonération de retenue à la source devront adresser à la Société les éléments permettant de justifier le non-prélèvement de la retenue à la source. Les dividendes versés aux autres actionnaires seront, sous réserve de dispositions conventionnelles plus favorables, soumis à retenue à la source au taux de 19% (Instruction 4 H-5-02 du 24 octobre 2002, n°133).

Les dividendes prélevés sur les produits et les autres plus-values réalisées par la Société seront, sous réserve de dispositions conventionnelles plus favorables, soumis à retenue à la source au taux de 25%.

b) Plus-values

Les plus-values réalisées à l'occasion de la cession à titre onéreux de leurs actions de la Société par les actionnaires non-résidents seront exonérées d'impôt en France, à moins que les droits détenus directement ou indirectement par le cédant dans les bénéfices de la Société excèdent ou aient excédé 25% à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la cession. Les plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'une participation excédant ou ayant excédé le seuil de 25% au cours de la période susvisée seront soumises à l'impôt en France au taux proportionnel de 16%, sauf application éventuelle des dispositions d'une convention fiscale internationale réservant à l'Etat de résidence le droit d'imposer.

4.10.2.2. Régime fiscal des BSA A et des BSA B

L'exercice des BSA A et des BSA B attachés aux actions n'entraînera pas de conséquences fiscales particulières.

1) Le prix de revient fiscal des actions souscrites sera égal à la somme du prix de revient des BSA A et des BSA B exercés (réputé nul pour les particuliers ayant bénéficié de l'attribution gratuite) et du prix de souscription des actions nouvelles. Les actions reçues à l'occasion de l'exercice des BSA A et des BSA B attachés aux actions nouvelles seront soumises au régime fiscal des actions décrit au paragraphe 4.10.2.1 ci-dessus.

2) Les plus et moins-values dégagées lors de la cession des BSA A et des BSA B attachés aux actions nouvelles par les personnes physiques ou morales qui ont leur résidence fiscale en France seront assujetties au régime des plus-values mobilières dans le cadre du droit commun, étant précisé que, pour les porteurs personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, les BSA A et les BSA B attachés aux actions ne constituant pas des titres de participation, ils n'ouvrent pas droit au régime des plus-values à long terme.

Les BSA avant comme après leur détachement des actions, sont éligibles au PEA. Les actions créées sur exercice des BSA A et les actions créées sur exercice des BSA B pourront être inscrites sur le PEA à condition que les BSA A et les BSA B ayant donné droit à leur souscription aient été acquis dans le cadre du PEA.

Les gains dégagés lors de la cession de leurs BSA A et leurs BSA B par les personnes qui ne sont pas fiscalement résidentes en France et qui n'ont pas en France un établissement stable ou une base fixe à l'actif duquel les BSA A et les BSA B attachés aux actions seraient inscrits, ne seront pas soumis à l'impôt en France.

5. CONDITIONS DE L'OFFRE

5.1. CONDITIONS DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES D'UNE DEMANDE DE SOUSCRIPTION

5.1.1. Modalités de l'Offre

La diffusion des Actions Nouvelles Initiales dans le public se réalise dans le cadre d'une offre (l'« **Offre** ») comprenant :

- une offre à prix ouvert (l'« **OPO** ») auprès du public en France ;
- un placement global garanti (le « **Placement Global** ») en France et hors de France comportant :
 - un placement public en France ;
 - un placement privé international dans certains pays à l'exception des Etats-Unis d'Amérique ;
- une attribution gratuite d'un BSA A et d'un BSA B aux actionnaires de la Société dont les actions sont inscrites en compte au jour du règlement-livraison des Actions Nouvelles. Les BSA A et les BSA B seront de plein droit attachés aux actions de la Société et ne seront détachés des actions qu'à compter du 27 août 2007 (inclus).

La diffusion des actions dans le public en France aura lieu conformément aux dispositions des articles P 1.2.1 et suivants du Livre II des Règles de marché d'Euronext relatifs aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français, comme indiqué ci-dessous :

- un minimum de 10% du nombre d'Actions Nouvelles sera offert dans le cadre de l'OPO ;
- un maximum de 90% du nombre d'Actions Nouvelles sera offert dans le cadre du Placement Global.

La répartition des Actions Nouvelles entre l'OPO, d'une part, et le Placement Global, d'autre part, est susceptible d'être ajustée dans les conditions suivantes, en fonction de l'équilibre de la demande :

- le nombre d'Actions Nouvelles offertes dans le cadre de l'OPO pourra être augmenté par prélèvement sur les Actions Nouvelles Initiales offertes dans le cadre du Placement Global ;
- le nombre d'Actions Nouvelles offertes dans le cadre du Placement Global sera automatiquement augmenté par prélèvement sur les Actions Nouvelles Initiales offertes dans le cadre de l'OPO dans l'hypothèse où l'OPO ne serait pas entièrement couverte.

Il est envisagé selon la demande qui sera exprimée que l'OPO puisse être portée à 15% du nombre d'Actions Nouvelles.

Les nombres définitifs d'actions affectées à l'OPO, d'une part, et au Placement Global, d'autre part, seront arrêtés en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 321-115 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Le nombre d'actions initialement offertes dans le cadre de l'Offre pourra être augmenté :

- d'un nombre de 850 000 Actions Nouvelles Additionnelles en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension ; et
- d'un nombre de 425 000 Actions Nouvelles Supplémentaires en cas d'exercice intégral de l'Option de Sur-allocation.

En cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension, mais en l'absence d'exercice de l'Option de Sur-allocation, le nombre total d'actions de la Société offertes dans le cadre de l'Offre sera porté à 9 350 000 et le nombre de BSA A et de BSA B attribués gratuitement sera respectivement porté à 9 386 900 et à 9 386 900.

En cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, le nombre total d'actions de la Société offertes dans le cadre de l'Offre sera porté à 9 775 000 et le nombre de BSA A et de BSA B attribués gratuitement sera respectivement porté à 9 811 900 et à 9 811 900.

Calendrier prévisionnel indicatif

14 mars 2006	<ul style="list-style-type: none">• Fixation de la fourchette du Prix de l'Offre.• Décisions du Gérant.• Visa de l'Autorité des marchés financiers sur le prospectus.
15 mars 2006	<ul style="list-style-type: none">• Publication par Euronext Paris de l'avis d'ouverture de l'OPO.• Ouverture de l'OPO et du Placement Global.
27 mars 2006	<ul style="list-style-type: none">• Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris).
28 mars 2006	<ul style="list-style-type: none">• Clôture du Placement Global à 12 heures (heure de Paris) au plus tard.• Fixation du Prix d'Offre par le Gérant.• Exercice éventuel de l'Option d'Extension.• Signature du Contrat de Garantie.• Publication par Euronext de l'avis de résultat de l'OPO et publication d'un communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre.• Première cotation des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris.• Communiqué de presse de la Société.• Allocations.
29 mars 2006	<ul style="list-style-type: none">• Début des négociations des actions de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris sous forme de « promesses ».• Début de la période de stabilisation éventuelle.
31 mars 2006	<ul style="list-style-type: none">• Règlement-livraison des actions offertes dans le cadre de l'Offre.• Attribution des BSA A et des BSA B attachés aux Actions Nouvelles et aux Actions Existantes.• Cotation sous l'intitulé « Amboise – ABSA ».
27 avril 2006	<ul style="list-style-type: none">• Fin de la période de stabilisation éventuelle.• Date limite d'exercice de l'Option de Sur-allocation.
27 août 2007	<ul style="list-style-type: none">• Détachement des BSA A et des BSA B sur le marché Eurolist d'Euronext Paris.
3 septembre 2007	<ul style="list-style-type: none">• Début de la période de référence pour la fixation du prix d'exercice des BSA A.
14 septembre 2007	<ul style="list-style-type: none">• Fin de la période de référence pour la fixation du prix d'exercice des BSA A.
17 septembre 2007	<ul style="list-style-type: none">• Ouverture de la période d'exercice des BSA A.
21 septembre 2007	<ul style="list-style-type: none">• Clôture de la période d'exercice et fin de la cotation des BSA A.
A compter du 1 ^{er} octobre 2007	<ul style="list-style-type: none">• Règlement-livraison des actions à créer sur exercice des BSA A.
1 ^{er} septembre 2008	<ul style="list-style-type: none">• Début de la période de référence pour la fixation du prix d'exercice des BSA B.
12 septembre 2008	<ul style="list-style-type: none">• Fin de la période de référence pour la fixation du prix d'exercice des BSA B.
15 septembre 2008	<ul style="list-style-type: none">• Ouverture de la période d'exercice des BSA B.
19 septembre 2008	<ul style="list-style-type: none">• Clôture de la période d'exercice et fin de la cotation des BSA B.
A compter du 29 septembre 2008	<ul style="list-style-type: none">• Règlement-livraison des actions à créer sur exercice des BSA B.

5.1.2. Produit brut de l'émission

Sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, le produit brut de l'Offre serait de :

- 103 700 000 euros, hors exercice de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation ;
- 114 070 000 euros, en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension mais hors exercice de l'Option de Sur-allocation ; et
- 119 255 000 euros, en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation.

Le montant de la prime d'émission sera porté à un compte de réserves « prime d'émission » sous déduction des sommes que le Gérant pourra décider de prélever, s'il le juge utile, pour porter le montant de la réserve légale au dixième du montant du capital résultant de cette augmentation.

5.1.3. Procédure et période de souscription

5.1.3.1. Caractéristiques principales de l'OPO

Durée de l'OPO

L'OPO débutera le 15 mars 2006 et prendra fin le 27 mars 2006 à 17 heures (heure de Paris). La date de clôture de l'OPO pourrait, le cas échéant, être modifiée conformément aux indications mentionnées au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération.

Nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO

Un minimum de 10% du nombre d'Actions Nouvelles sera offert dans le cadre de l'OPO (hors Option de Sur-allocation). Le nombre d'Actions Nouvelles offertes dans le cadre de l'OPO pourra être augmenté ou diminué conformément aux indications mentionnées au paragraphe 5.1.1 de la présente note d'opération.

Personnes habilitées

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPO sont principalement les personnes physiques résidentes en France, les fonds communs de placement ou les personnes morales de droit français. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué au paragraphe 5.2.1.2 de la présente note d'opération.

Les personnes émettant des ordres dans le cadre de l'OPO seront réputées, par l'envoi de leur ordre de souscription, avoir déclaré sur l'honneur n'être pas résidentes des Etats-Unis d'Amérique.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France de comptes permettant la souscription ou l'acquisition d'actions dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir de tels comptes chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO

Des ordres de deux catégories sont susceptibles d'être émis dans le cadre de l'OPO :

(a) Ordres Prioritaires P

Les personnes suivantes peuvent émettre des ordres de souscription P pendant la durée de l'OPO (du 15 mars au 27 mars 2006 (inclus) à 17 heures, heure de Paris), dans les conditions décrites ci-après :

- les actionnaires d'Altamir inscrits en compte à la clôture du marché Eurolist d'Euronext Paris à la date de la présente note d'opération, soit le 14 mars 2006 ;
- les salariés d'Apax Partners dont le contrat de travail serait en cours à la date de la présente note d'opération, soit le 14 mars 2006.

L'ordre de souscription P a vocation, dans la limite de la première priorité (P1) jusqu'à concurrence d'un nombre maximum de 500 Actions Nouvelles, à être servi soit intégralement, soit au moins deux fois mieux que les ordres A. Au-delà de cette limite ils ne donnent droit à aucune priorité.

Une même personne n'aura le droit d'émettre qu'un seul ordre de catégorie P, mais pourra par ailleurs émettre un ordre A ; cet ordre P ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire.

Chaque ordre P devra être passé par écrit signé par le donneur d'ordre ou son représentant en utilisant un bordereau qui sera disponible auprès de tout établissement de crédit ou tout autre intermédiaire habilité en France et devra être accompagné d'une déclaration sur l'honneur attestant de la qualité d'actionnaire ou de salarié, telles que définies ci-dessus, du donneur d'ordre ; chaque intermédiaire financier demeurant responsable du contrôle de ladite qualité de son client. Tout donneur d'ordre souhaitant bénéficier du régime d'exonération SCR devra adresser parallèlement au siège social de la Société son engagement de conservation et de réinvestissement en utilisant le formulaire qui sera disponible auprès de tout établissement de crédit ou tout autre intermédiaire habilité en France.

Il est précisé que les personnes émettant des ordres P seront réputées, par l'envoi de leur ordre de souscription prioritaire, avoir déclaré sur l'honneur n'être pas résidentes des Etats-Unis d'Amérique.

(b) Ordres A

Il s'agit des ordres émis par les personnes physiques ou morales telles que définies au paragraphe « Personnes habilitées » ci-dessus. Les ordres A se décomposent entre les ordres de catégorie A1 et les ordres de catégorie A2 en fonction du nombre de titres demandés :

- entre 1 et 500 actions inclus, ordres A1,
- au-delà de 501 actions, ordres A2.

Les ordres A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux ordres A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient pas être entièrement satisfaits.

Chaque ordre A devra être passé par écrit en utilisant un bordereau qui sera disponible auprès de tout établissement de crédit ou tout autre intermédiaire habilité en France. Tout donneur d'ordre souhaitant bénéficier du régime d'exonération SCR devra adresser parallèlement au siège social de la Société son engagement de conservation et de réinvestissement en utilisant le formulaire qui sera disponible auprès de tout établissement de crédit ou tout autre intermédiaire habilité en France.

Il est précisé que les personnes émettant des ordres A seront réputées, par l'envoi de leur ordre de souscription, avoir certifié sur l'honneur n'être pas résidentes des Etats-Unis d'Amérique.

Réception des ordres et transmission des ordres

S'agissant de tous les ordres susceptibles d'être émis dans le cadre de l'OPO et en sus des indications mentionnées au paragraphe « Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO » ci-dessus, il est précisé que :

- un même donneur d'ordre ne pourra émettre qu'un seul ordre par catégorie ; cet ordre ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- s'agissant d'un compte joint, il ne pourra être émis qu'un seul ordre P et un maximum d'un ordre A ;
- le montant de chaque ordre ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 20% du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO ;
- les ordres seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ;
- les ordres seront, même en cas de réduction, irrévocables, sous réserve des indications mentionnées au paragraphe 5.3.2.1 de la présente note d'opération.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront à Euronext Paris les ordres, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPO qui sera publié par Euronext Paris.

Sous réserve du paragraphe « Personnes habilitées », les personnes désireuses de participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France.

Résultat de l'OPO, réduction et modalités d'allocation

Les ordres de priorité sont les suivants :

- les ordres P ont vocation à être servis intégralement, si le niveau de la demande le permet, ou avec réduction. Les ordres P sont prioritaires par rapport à tous les autres ordres, dans le sens où si les ordres P ne pouvaient être intégralement servis, les ordres P seraient réduits afin d'offrir un taux d'allocation au moins deux fois meilleur que celui des ordres A dans la limite de la priorité P1, étant précisé que la fraction des ordres P excédant la priorité P1 serait alors réduite dans les conditions à préciser dans l'avis publié par Euronext Paris ;
- les ordres A ont vocation à être servis intégralement si la demande correspondant aux ordres P le permet ou avec réduction. Les ordres A1 sont toutefois prioritaires par rapport aux ordres A2 en ce qu'un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100% peut être appliqué aux ordres A2 pour servir les ordres A1.

Dans tous les cas, si l'application des modalités de réduction aboutissait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur, les actions formant rompus étant ensuite allouées selon les usages du marché.

Le résultat de l'OPO fera l'objet d'un avis qui devrait être publié par Euronext Paris le 28 mars 2006 et d'un communiqué de presse de la Société diffusé sur son site internet (<http://www.amboise-investissement.fr>). Cet avis et ce communiqué préciseront les conditions et le taux de réduction éventuellement appliqués aux ordres.

5.1.3.2. Caractéristiques principales du Placement Global

Durée du Placement Global

Le Placement Global débutera le 15 mars 2006 et prendra fin le 28 mars 2006 à 12 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO, la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération), sauf en ce qui concerne les personnes physiques.

Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global

Sous réserve des personnes visées au paragraphe 5.2.2 de la présente note d'opération, les entités autres que les personnes physiques sont habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global.

Les entités ou personnes physiques visées au paragraphe 5.2.2 de la présente note d'opération émettant des ordres dans le cadre du Placement Global seront réputées, par l'envoi de leur ordre de souscription, avoir certifié sur l'honneur n'être pas résidente des Etats-Unis d'Amérique.

Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par l'un des Etablissements Garants au plus tard le 28 mars 2006 à 12 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

Seuls les ordres à un prix limité supérieur ou égal au Prix de l'Offre seront pris en considération dans la procédure d'allocation. Ils pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle, notamment en fonction de la capacité des souscripteurs à assurer un développement ordonné du marché secondaire des titres après leur admission, la date de réception des ordres, la taille des ordres et la sensibilité au prix des ordres adressés par les souscripteurs.

Résultat du Placement Global

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un avis qui devrait être publié par Euronext Paris le 28 mars 2006, sauf clôture anticipée.

5.1.3.3. Caractéristiques principales de l'attribution gratuite des BSA A et des BSA B et de leur exercice ultérieur

Modalité d'attribution des BSA A et des BSA B

Tous les titulaires d'Actions Existantes ou d'Actions Nouvelles inscrits en compte au jour du règlement-livraison des Actions Nouvelles, soit le 31 mars 2006 selon le calendrier prévisionnel indicatif, se verront attribuer gratuitement des BSA A et des BSA B, à raison d'un BSA A et d'un BSA B par action. En cas d'exercice de l'Option de Sur-allocation, concomitamment à l'émission des Actions Nouvelles Supplémentaires, il sera également attribué gratuitement des BSA A et des BSA B à raison d'un BSA A et d'un BSA B par Action Nouvelle Supplémentaire.

Modalités d'exercice des BSA A

Pour exercer leurs BSA A, les porteurs de BSA A devront faire parvenir leurs instructions d'exercice à leur intermédiaire teneur de compte à tout moment entre le 17 septembre 2007 et le 21 septembre 2007, à 17 heures (heure de Paris) inclus, soit une période de 5 jours de bourse (la « **Période d'exercice des BSA A** »).

Les instructions d'exercice des BSA A seront irrévocables.

Le prix d'exercice des BSA A sera fixé conformément aux modalités précisées au paragraphe 5.3.1.2 de la présente note d'opération. Lors de l'exercice des BSA A, il devra être versé la totalité du nominal et de la prime d'émission. Le prix d'exercice des BSA A devra être versé dans son intégralité en numéraire, par versement en espèces.

A compter du 21 septembre 2007, à 17 heures (heure de Paris), aucune instruction d'exercice ne pourra être prise en compte.

En outre, les BSA A seront radiés du marché Eurolist d'Euronext Paris et ne pourront plus être négociés à l'issue de la séance de bourse du 21 septembre 2007.

L'exercice des BSA A se fera sans frais pour les porteurs.

Modalités d'exercice des BSA B

Pour exercer leurs BSA B, les porteurs de BSA B devront faire parvenir leurs instructions d'exercice à leur intermédiaire teneur de compte à tout moment entre le 15 septembre 2008 et le 19 septembre 2008 à 17 heures (heure de Paris) inclus, soit une période de 5 jours de bourse (la « **Période d'exercice des BSA B** »).

Les instructions d'exercice des BSA B seront irrévocables.

Le prix d'exercice des BSA B sera fixé conformément aux modalités précisées au paragraphe 5.3.1.2 de la présente note d'opération. Lors de l'exercice des BSA B, il devra être versé la totalité du nominal et de la prime d'émission. Le prix d'exercice des BSA B devra être versé dans son intégralité en numéraire, par versement en espèces.

A compter du 19 septembre 2008 à 17 heures (heure de Paris), aucune instruction d'exercice ne pourra être prise en compte.

En outre, les BSA B seront radiés du marché Eurolist d'Euronext Paris et ne pourront plus être négociés à l'issue de la séance de bourse du 19 septembre 2008.

L'exercice des BSA B se fera sans frais pour les porteurs.

Centralisation des instructions d'exercice des BSA A et des BSA B

Les instructions d'exercice des BSA A et des BSA B seront centralisées par CACEIS Corporate Trust, entre le 17 septembre 2007 et le 21 septembre 2007 pour les BSA A et entre le 15 septembre 2008 et le 19 septembre 2008 pour les BSA B.

Les établissements teneurs de comptes ayant reçu des instructions d'exercice des BSA A devront, au plus tard le 21 septembre 2007 à 17 heures (heure de Paris), (i) transmettre lesdites instructions d'exercice à CACEIS Corporate Trust et (ii) livrer les BSA A selon les modalités indiquées par CACEIS Corporate.

Les établissements teneurs de comptes ayant reçu des instructions d'exercice des BSA B devront, au plus tard le 19 septembre 2008 à 17 heures (heure de Paris), (i) transmettre lesdites instructions d'exercice à CACEIS Corporate Trust et (ii) livrer les BSA B selon les modalités indiquées par CACEIS Corporate.

Les porteurs de BSA A qui ne souhaiteraient pas exercer leurs BSA A, ou qui souhaiteraient exercer seulement une partie de leurs BSA A, ou encore qui n'auraient pas cédé leurs BSA A pendant leur période de cotation, verront leurs BSA A non exercés être annulés et perdre toute valeur à l'issue de la Période d'exercice des BSA A.

Les porteurs de BSA B qui ne souhaiteraient pas exercer leurs BSA B, ou qui souhaiteraient exercer seulement une partie de leurs BSA B, ou encore qui n'auraient pas cédé leurs BSA B pendant leur période de cotation, verront leurs BSA B non exercés être annulés et perdre toute valeur à l'issue de la Période d'exercice des BSA B.

5.1.4. Révocation de l'Offre

L'Offre et l'augmentation de capital réalisées dans le cadre de l'Offre sont soumises à la condition que le Contrat de Garantie (tel que défini et décrit au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération) ne soit pas résilié et que le certificat du dépositaire des fonds relatifs à la souscription des Actions Nouvelles soit émis.

En conséquence, en cas de résiliation du Contrat de Garantie ou de non émission du certificat du dépositaire des fonds, les ordres de souscription, l'Offre, l'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre seraient rétroactivement annulés et l'attribution gratuite des BSA A et des BSA B destinés à être attachés aux Actions Existantes et aux Actions Nouvelles n'aurait pas lieu. Toutes les négociations intervenues avant la date de règlement-livraison seraient nulles et non avenues et devraient être dénouées de façon rétroactive. Plus précisément :

- l'OPO, le Placement Global, ainsi que l'ensemble des ordres de souscription passés à ce titre, seraient nuls et non avenues de façon rétroactive et l'attribution gratuite des BSA A et des BSA B n'aurait pas lieu ;
- toutes les négociations intervenues avant la date de règlement-livraison seraient nulles et non avenues et devraient être dénouées de façon rétroactive, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation.

En cas de résiliation du Contrat de Garantie ou de non émission du certificat du dépositaire des fonds, la Société informera sans délai Euronext Paris qui publiera un avis.

5.1.5. Réduction des ordres

Voir le paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.6. Montant minimum et montant maximum des ordres

Voir le paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération pour une description des montants minimum et maximum des ordres émis dans le cadre de l'OPO.

5.1.7. Révocation des ordres

Voir le paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération pour une description de la révocation des ordres émis dans le cadre de l'OPO.

5.1.8. Versement des fonds et modalités de délivrance des actions

Le prix des Actions Nouvelles, souscrites dans le cadre de l'Offre, devra être versé comptant par les donneurs d'ordre à la date prévue pour le règlement-livraison de l'Offre, soit le 31 mars 2006. Ces actions seront inscrites en compte à partir de la date de règlement-livraison de l'Offre, soit à partir du 31 mars 2006.

En cas d'exercice des BSA A, le prix de souscription des actions correspondantes devra être versé comme indiqué au paragraphe 5.1.3.3 de la présente note d'opération. Les actions créées sur exercice des BSA A seront inscrites en compte à la date de leur règlement-livraison, soit quelques jours après la fin de la période d'exercice des BSA A.

En cas d'exercice des BSA B, le prix de souscription des actions correspondantes devra être versé comme indiqué au paragraphe 5.1.3.3 de la présente note d'opération. Les actions créées sur exercice des BSA B seront inscrites en compte à la date de leur règlement-livraison, soit quelques jours après la fin de la période d'exercice des BSA B.

5.1.9. Publication des résultats de l'Offre

Les modalités définitives de l'OPO et du Placement Global feront l'objet d'un communiqué de presse et d'un avis d'Euronext Paris qui devraient être publiés au plus tard le 28 mars 2006, sauf clôture anticipée (voir le paragraphe 5.3 pour de plus amples détails sur la procédure de publication du Prix de l'Offre et des modifications des paramètres de l'Offre). Cet avis et ce communiqué de presse préciseront également le nombre de BSA A et de BSA B attribués gratuitement.

Le nombre définitif d'actions créées sur exercice des BSA A fera l'objet d'un communiqué de presse et d'un avis d'Euronext Paris qui devraient être publiés préalablement à l'admission sur le marché Eurolist d'Euronext Paris des actions créées sur exercice des BSA A.

Le nombre définitif d'actions créées sur exercice des BSA B fera l'objet d'un communiqué de presse et d'un avis d'Euronext Paris qui devraient être publiés préalablement à l'admission sur le marché Eurolist d'Euronext Paris des actions créées sur exercice des BSA B.

5.1.10. Procédure d'exercice et de négociabilité des droits de souscription

Aucune disposition concernant la négociabilité des droits de souscription n'est applicable à cette opération.

5.2. PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES VALEURS MOBILIERES

5.2.1. Catégorie d'investisseurs potentiels

5.2.1.1. Catégorie d'investisseurs potentiels et pays dans lesquels l'Offre sera ouverte

L'Offre comprend :

- une OPO en France ;
- un Placement Global destiné aux investisseurs comportant :
 - un placement public en France ; et
 - un placement privé international dans certains pays, excepté aux Etats-Unis.

5.2.1.2. Restrictions applicables à l'Offre

La diffusion de la présente note d'opération, du document de base de la Société, de son actualisation et l'Offre peuvent, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession de la présente note d'opération ou du document de base de la Société ou de son actualisation doivent s'informer des éventuelles restrictions découlant de la réglementation locale et s'y conformer.

La présente note d'opération, le document de base de la Société, son actualisation et les autres documents relatifs à l'Offre ne constituent pas une offre de vente de valeurs mobilières dans tout pays dans lequel une telle offre ou sollicitation serait illégale. L'Offre n'a fait l'objet d'aucun enregistrement ou visa en dehors de la France.

Chaque Etablissement Garant n'offrira les valeurs mobilières à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre de vente. En particulier, les valeurs mobilières n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du U.S. *Securities Act* de 1933, tel que modifié (le « **Securities Act** ») et ne peuvent être ni offertes, ni vendues aux Etats-Unis, sauf après enregistrement ou dans le cadre d'opérations bénéficiant d'une exemption d'enregistrement aux termes du *Securities Act*. Le document de base de la Société, son actualisation, la présente note d'opération et tout autre document établi dans le cadre de l'Offre ne doivent pas être distribués aux Etats-Unis.

5.2.2. Intentions de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait prendre une souscription de plus de 5%

Les personnes suivantes, actionnaires de la Société à la date de la présente note d'opération, ont indiqué qu'ils souscriraient dans le cadre du Placement Global, selon les modalités indiquées ci-après :

Nom	Montant des ordres (en euros)	Nombre d'Actions Nouvelles	Nombre de BSA A	Nombre de BSA B
MMG (détenue par M. Maurice Tchenio à hauteur de 99,68% du capital social et des droits de vote)	8.299 989	680 327	680 327	680 327
M. Joël Séché (membre du Conseil de surveillance)	999 997	81 967	81 967	81 967
M. Jacques Veyrat (membre du Conseil de surveillance)	99 991	8 196	8 196	8 196
M. Jean-Hugues Loyez (membre du Conseil de surveillance)	99 991	8 196	8 196	8 196
Total	9 499 968	778 686	778 686	778 686

NB : Sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre

Les associés d'Apax Partners (M. Maurice Tchenio investissant par l'intermédiaire de MMG) ont indiqué qu'ils souscriraient dans le cadre du Placement Global pour un montant global d'environ 1 699 997 euros correspondant à la souscription d'un nombre maximum de 139 344 Actions Nouvelles et à l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 139 344 BSA A et de 139 344 BSA B, sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre.

M. Philippot, membre du Conseil de surveillance de la Société à compter du 15 mars 2006, a indiqué qu'il souscrirait dans le cadre du Placement Global, pour un montant d'environ 500 000 euros correspondant à la souscription d'un nombre maximum de 40 983 Actions Nouvelles et à l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 40 983 BSA A et de 40 983 BSA B, sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre.

MMG, les associés d'Apax Partners (M. Maurice Tchenio s'engageant par l'intermédiaire de MMG), M. Séché, M. Veyrat, M. Loyez et M. Philippot prendront les engagements de conservation décrits au paragraphe 7.3 de la présente note d'opération et s'engageront à conserver leurs titres sous la forme nominative.

Sous réserve de ce qui est indiqué ci-dessus, la Société n'a pas connaissance d'intentions de souscriptions des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque qui entendrait prendre une souscription de plus de 5%.

5.2.3. Information pré-allocation

Les ordres de souscription décrits au paragraphe 5.2.2 de la présente note d'opération ont vocation à être servis intégralement dans le cadre du Placement Global.

5.2.4. Notification aux souscripteurs

Dans le cadre de l'OPO, les investisseurs seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier.

Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs seront informés de leurs allocations par l'intermédiaire financier auprès duquel l'ordre aura été enregistré.

5.2.5. Option d'Extension et Option de Sur-allocation

5.2.5.1. Option d'Extension

En fonction de l'importance de la demande, la Société, en accord avec le Coordinateur Global, teneur de livre, pourra décider d'augmenter le nombre d'Actions Nouvelles Initiales offertes dans le cadre du Placement Global d'un nombre maximum de 850 000 Actions Nouvelles Additionnelles (l'« **Option d'Extension** ») (représentant un maximum de 10% du nombre d'Actions Nouvelles Initiales) auxquelles seront attachés un BSA A et BSA B par action, pour le porter au maximum à 9 350 000 Actions Nouvelles. Cette décision sera prise au plus tard lors de la fixation du Prix de l'Offre, soit le 28 mars 2006, et fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis publié par Euronext Paris.

5.2.5.2. Option de Sur-allocation

La Société émettra au profit de ABN AMRO Rothschild, agissant pour le compte des Etablissements Garants, des bons de souscription (les « **Bons de Sur-allocation** ») donnant droit (i) à la souscription, au prix du Placement Global, d'un nombre maximum de 425 000 Actions Nouvelles Supplémentaires (représentant un maximum de 5% du nombre d'Actions Nouvelles Initiales) et (ii) à l'attribution gratuite de BSA A et de BSA B, à raison d'un BSA A et d'un BSA B par Action Nouvelle Supplémentaire créée sur exercice de ces bons, ce afin de couvrir d'éventuelles sur-allocations et de faciliter les opérations de stabilisation (l'« **Option de Sur-allocation** »).

Les Bons de Sur-allocation seront émis au prix individuel de 0,01 euro. Ils pourront être exercés en une seule fois à tout moment et en tout ou partie, par ABN AMRO Rothschild, agissant pour le compte des Etablissements Garants, ou l'un de ses affiliés, jusqu'au trentième jour suivant la clôture des souscriptions des Actions Nouvelles, soit, à titre indicatif, au plus tard le 27 avril 2006 (inclus).

5.3. FIXATION DU PRIX

5.3.1. Méthode de fixation du prix

5.3.1.1. Prix des Actions Nouvelles

Le prix des actions offertes dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « **Prix de l'Offre** »).

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé par le Gérant de la Société le 28 mars 2006, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes. La date de fixation du Prix de l'Offre pourra également être avancée en cas de clôture anticipée de l'OPO et du Placement Global.

Le Prix de l'Offre fixé par le Gérant de la Société résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre de l'Offre et des demandes émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.

Cette confrontation sera effectuée sur la base des critères de marché suivants :

- capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire ;
- ordre d'arrivée des demandes des investisseurs ;
- quantité demandée ;
- sensibilité au prix des demandes exprimées par les investisseurs.

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette comprise entre 11,20 euros et 12,20 euros par action, fourchette arrêtée par le Gérant de la Société le 14 mars 2006 et qui pourra être modifiée à tout moment jusqu'au 28 mars 2006 (inclus), jour prévu pour la fixation du Prix de l'Offre. Cette information est donnée à titre purement indicatif et ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre qui pourra être fixé en dehors de cette fourchette. Cette fourchette indicative du Prix de l'Offre a été arrêtée par le Gérant de la Société au vu des conditions de marché prévalant à la date de sa décision.

5.3.1.2. Prix d'attribution des BSA A et des BSA B / Prix d'exercice des BSA A et des BSA B

Prix d'attribution des BSA A et des BSA B

Les BSA A et les BSA B sont attribués gratuitement dans les conditions décrites au paragraphe 5.1.3.3 de la présente note d'opération et ne seront pas valorisés de façon distincte dans le cadre de l'Offre.

Période de référence

BSA A : du 3 septembre 2007 (inclus) au 14 septembre 2007 (inclus).

BSA B : du 1^{er} septembre 2008 (inclus) au 12 septembre 2008 (inclus).

Prix d'exercice des BSA A et des BSA B

Décote de 15% par rapport au cours moyen pondéré par les volumes des dix séances de bourse de la période de référence applicable.

5.3.1.3. Eléments d'appréciation du prix

Le principal critère utilisé par les investisseurs afin d'évaluer les sociétés d'investissements cotées est la référence à l'Actif Net Réévalué (« ANR »). Ainsi le cours de bourse de ces sociétés fait ressortir selon les cas une prime ou une décote par rapport à l'ANR publié. En France, le niveau de décote observé durant les dernières années s'est progressivement réduit, dans un contexte européen où un certain nombre de sociétés du secteur bénéficient actuellement d'une prime par rapport à leur ANR publié. Cette réduction progressive de la décote par rapport à l'ANR a également été observée sur Altamir dont le cours au 10 mars 2006 faisait ressortir une prime de 1,3% par rapport au dernier ANR publié au 31 décembre 2005 et une décote de 6,3% par rapport à l'ANR attendu au 31 mars 2006. Il est toutefois rappelé aux investisseurs que les indications mentionnées ci-dessus ne peuvent en aucune manière garantir le niveau de prime ou de décote dont les titres de la Société seront susceptibles de faire l'objet.

A titre illustratif, la fourchette de prix indicative de 11,20 euros à 12,20 euros par action conduit à des niveaux de capitalisation boursière de la Société qui sont cohérents avec les valorisations issues des rapports de recherche publiés par deux analystes indépendants, à savoir ABN AMRO et Natexis Bleichroder SA.

Sur la base de la borne supérieure de la fourchette de prix indicative, soit 12,20 euros, le produit brut estimé de l'émission des Actions Nouvelles avant exercice de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation s'établit à 103 700 000 euros, soit un montant quasiment égal à celui retenu comme hypothèse pour l'établissement des comptes Pro Forma figurant au paragraphe 20.1 de l'actualisation du document de base.

Compte tenu de ce nouveau montant et en conservant la seconde hypothèse retenue d'établissement des comptes Pro Forma (telle que décrite au paragraphe 20.1 de l'actualisation du document de base), l'actif net par action de la Société au 28 février 2006 s'établit comme suit :

En euros (sauf « nombre d'actions »)	Au 28 février 2006 (comptes financiers Pro Forma)	Ajustement ⁽²⁾	Au 28 février 2006 (Après prise en compte de l'ajustement)
Actif net	100 433 121	3 700 000	104 133 121
Nombre d'actions ⁽¹⁾	non significatif	non applicable	8 536 900
Actif net par action	non significatif	non applicable	12,20

(1) Nombre d'actions composant le capital de la société à l'issue de l'Offre (hors exercice de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation).

(2) L'ajustement correspond à la différence entre (i) le montant de 100 millions d'euros correspondant à l'hypothèse de montant d'émission retenue pour l'établissement des comptes Pro Forma au 28 février 2006 (voir paragraphe 20.1 de l'actualisation du document de base de la Société) et (ii) et le montant de 103 700 000 euros visé ci-dessus.

En application des règles décrites au paragraphe 9.3.1.3 du document de base et en supposant un produit brut de l'émission des Actions Nouvelles de 103 700 000 euros et que les dépenses liées à l'introduction en bourse (voir paragraphe 8 de la présente note d'opération) soient amorties sur une période de 5 ans, l'Actif Net Réévalué Pro Forma de la Société au 28 février 2006 est égal à l'actif net comptable Pro Forma, après ajustement, soit 104 133 121 euros, car aucun des investissements de la Société n'est détenu depuis plus de 12 mois ou n'est coté. En effet, bien que Financière Helios ait comme principal actif les titres d'une société cotée, Séchilienne Sidec, les titres de Financière Helios devant être acquis par la Société en cas d'introduction en bourse ne peuvent pas être revalorisés dans la mesure où Financière Helios n'est pas elle-même cotée et où ces titres sont entrés dans le portefeuille des fonds gérés par Apax Partners depuis moins de 12 mois.

L'attention des investisseurs est à nouveau attirée sur le risque lié au fait que les titres de sociétés ayant pour activité l'investissement dans des participations, comme c'est le cas pour la Société, sont susceptibles de se négocier avec une décote par rapport à l'actif net (voir paragraphe 2.3 de la présente note d'opération).

Par ailleurs, compte tenu du fait, d'une part, que les BSA sont attribués de plein droit et gratuitement à l'ensemble des actionnaires, d'autre part que les titres de la Société n'ont jamais été négociés sur un marché réglementé et qu'il n'existe donc pas d'historique de cours, et enfin que les BSA ne pourront pas être négociés séparément des actions avant le 27 août 2007, il n'est pas pertinent de proposer d'éléments d'appréciation de la valeur intrinsèque des BSA à la date de la présente note d'opération. Pour ces raisons, les BSA ne sont pas valorisés de façon distincte dans le cadre de l'Offre.

5.3.2. Publicité du Prix de l'Offre et des modifications des paramètres de l'Offre ; publicité du prix des actions à créer sur exercice des BSA A et des BSA B

5.3.2.1. Publicité du Prix de l'Offre et modifications des paramètres de l'Offre

Le Prix de l'Offre devrait être porté à la connaissance du public le 28 mars 2006, par la diffusion par la Société d'un communiqué dans un journal financier de diffusion nationale et sur son site internet (www.amboise-investissement.fr), et la publication d'un avis par Euronext Paris.

En cas de modification de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, la nouvelle fourchette indicative du Prix de l'Offre serait portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué dans un journal financier de diffusion nationale et sur le site internet de la Société (www.amboise-investissement.fr) et d'un avis publié par Euronext Paris.

En cas de fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette indicative du Prix de l'Offre initiale ou, le cas échéant, de la fourchette indicative du Prix de l'Offre modifiée, ce prix serait porté à la connaissance du public au moyen d'un communiqué publié dans un journal financier de diffusion nationale et sur le site internet de la Société (www.amboise-investissement.fr) et d'un avis publié par Euronext Paris.

En cas de modification de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, de même qu'en cas de fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, la clôture de l'OPO sera, le cas échéant, reportée de telle sorte que les donneurs d'ordres dans le cadre de cette offre disposent en tout état de cause d'au moins 3 jours de bourse complets à compter de la diffusion de celui des communiqués visés ci-dessus qui serait publié pour, s'ils le souhaitent, révoquer avant la clôture de l'OPO les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant cette publication auprès des établissements qui auront reçu ces ordres. De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO. Celle-ci sera mentionnée dans le communiqué de presse visé ci-dessus.

En cas de report de la date de fixation du Prix de l'Offre, la nouvelle date de clôture du Placement Global et de l'OPO et la nouvelle date prévue pour la fixation du Prix de l'Offre feront l'objet, au plus tard la veille de la date de clôture initiale de l'OPO, d'un avis diffusé par Euronext Paris et d'un communiqué publié dans un journal financier de diffusion nationale et sur le site internet de la Société (www.amboise-investissement.fr).

La date de clôture de l'OPO pourra être avancée (sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à 3 jours de bourse) ou prorogée sous réserve de la publication d'un avis par Euronext Paris et de la diffusion par la Société d'un communiqué dans un journal financier de diffusion nationale et sur son site internet (www.amboise-investissement.fr) annonçant cette modification, au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture ou de la date de clôture initialement prévue, selon le cas. En cas de prorogation de la date de clôture, les donneurs d'ordres dans le cadre de l'OPO pourront, s'ils le souhaitent, révoquer avant la nouvelle date de clôture de l'OPO les ordres émis avant la publication de ce communiqué auprès des établissements qui auront reçu ces ordres. De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO.

En cas de clôture anticipée du Placement Global, la nouvelle date de fixation du Prix de l'Offre fera l'objet, au plus tard la veille de la date de clôture de l'OPO, d'un avis diffusé par Euronext Paris et d'un communiqué publié dans un journal financier de diffusion nationale et sur le site internet de la Société (www.amboise-investissement.fr).

En cas de modification des autres modalités initialement arrêtées pour l'Offre non prévue par la présente note d'opération, une note complémentaire sera soumise au visa de l'Autorité des marchés financiers. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'Autorité des marchés financiers n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire.

5.3.2.2. *Publicité du prix des actions à créer sur exercice des BSA A et des BSA B*

Le prix d'exercice des BSA A devrait être porté à la connaissance du public, au plus tard la veille de l'ouverture de la Période d'Exercice des BSA A, soit le 17 septembre 2007, par la diffusion par la Société d'un communiqué dans un journal financier de diffusion nationale et sur son site internet (www.amboise-investissement.fr) et la publication d'un avis par Euronext Paris.

Le prix d'exercice des BSA B devrait être porté à la connaissance du public, au plus tard la veille de l'ouverture de la Période d'Exercice des BSA B, soit le 15 septembre 2008, par la diffusion par la Société d'un communiqué dans un journal financier de diffusion nationale et sur son site internet (www.amboise-investissement.fr) et la publication d'un avis par Euronext Paris.

5.3.3. *Restriction ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires*

Les Actions Nouvelles sont émises en vertu d'une délégation consentie par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 15 février 2006 autorisant une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription et par appel public à l'épargne (voir le paragraphe 4.6.1 de la présente note d'opération).

5.3.4. Prix des actions acquises antérieurement à l'Offre

La société MMG, (société détenue en quasi-totalité par M. Maurice Tchenio, Président directeur général d'Apax Partners) a acquis, le 12 octobre 2005, 900 actions et droits de vote de la Société, représentant à cette date l'intégralité du capital et des droits de vote de la Société, au prix de 507,86 euros par action (voir le paragraphe 2.1 du résumé figurant en tête de la présente note d'opération).

Ce prix a été déterminé sur la base de l'actif net de la Société avant la réduction de la valeur nominale des actions décidée par l'assemblée générale des actionnaires du 15 février 2006 (voir le paragraphe 21.1.1 du document de base de la Société)

Messieurs Séché, Veyrat et Loyez, membres du Conseil de surveillance de la Société ont chacun acquis une action de la Société, par voie de prêt de titres le 15 février 2006, afin de se conformer au seuil de détention minimum statutaire.

5.4. PLACEMENT ET GARANTIE

5.4.1. Coordonnées du Coordinateur global, teneur de livre et du Co-chef de File

Coordinateur Global et teneur de livre

ABN AMRO Rothschild
40 rue de Courcelles
75008 Paris

Co-chef de File

Natexis Bleischroder
100 rue Réaumur
75002 Paris

5.4.2. Coordonnées des intermédiaires chargés du service financier et des dépositaires dans chaque pays concerné

CACEIS Corporate Trust
14 Rue Rouget-de-Lisle
92130 Issy Les Moulineaux

5.4.3. Garantie

L'Offre fera l'objet d'une garantie de placement par ABN AMRO Corporate Finance France SA, Rothschild & Cie Banque et Natexis Bleichroeder (ensemble les « **Etablissements Garants** »), agissant conjointement et non solidairement et dirigés par ABN AMRO Rothschild (Coordinateur Global et teneur de livre), portant sur l'intégralité des Actions Nouvelles offertes dans le cadre de l'Offre. Les Etablissement Garants s'engageront chacun à concurrence d'un nombre maximum d'Actions Nouvelles, à faire souscrire ou acheter, ou, le cas échéant, à souscrire eux-mêmes, les Actions Nouvelles au Prix de l'Offre à la date de règlement-livraison. S'agissant des Actions Nouvelles, cette garantie ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce.

Aux termes de ce contrat de garantie, devant être conclu entre les Etablissements Garants, la Société, MMG, Altamir et Apax Partners (le « **Contrat de Garantie** »), la Société s'est engagée à indemniser les Etablissements Garants dans certaines circonstances.

La signature du Contrat de Garantie interviendra au plus tard le jour de la fixation du Prix de l'Offre, soit le 28 mars 2006, compte tenu du calendrier prévisionnel indicatif présenté au paragraphe 5.1.1 de la présente note d'opération.

Le Contrat de Garantie pourra être résilié par les Etablissements Garants jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison dans certaines circonstances qui pourraient affecter le succès de l'Offre, telles que la suspension des négociations sur le marché Eurolist d'Euronext, la survenance de certaines circonstances nationales ou internationales ou d'un changement défavorable important dans la situation de la Société ou des Participations. Il pourra également être résilié au cas où l'une des déclarations et garanties ou l'un des engagements de la Société ou d'une des autres parties au Contrat de Garantie s'avèrerait inexact ou n'était pas respecté ou si l'une des conditions suspensives n'était pas réalisée ou encore en cas de défaillance d'un ou des Etablissements Garants.

Dans le cas où ce Contrat de Garantie serait ainsi résilié, le certificat du dépositaire des fonds ne serait pas émis à la date de règlement-livraison et toutes les négociations intervenues depuis la date des premières négociations sur les Actions Nouvelles seraient rétroactivement annulées. Plus précisément :

- l'OPO, le Placement Global, ainsi que l'ensemble des ordres de souscription passés à ce titre, seraient nuls et nonavenus de façon rétroactive et l'attribution gratuite des BSA A et des BSA B n'aurait pas lieu ;
- toutes les négociations intervenues avant la date de règlement-livraison seraient nulles et nonavenues et devraient être dénouées de façon rétroactive, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation.

En cas de résiliation du Contrat de Garantie, la Société informera sans délai Euronext Paris, qui publiera un avis, et diffusera un communiqué dans un journal financier de diffusion nationale et sur son site internet (www.amboise-investissement.fr).

6. ADMISSION AUX NEGOCIATIONS ET MODALITES DES NEGOCIATIONS

6.1. ADMISSION AUX NEGOCIATIONS

L'admission des actions qui composeront le capital social de la Société (à savoir les Actions Existantes, les Actions Nouvelles et, le cas échéant, les Actions Nouvelles Supplémentaires) aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (Compartiment C) a été demandée.

L'admission de l'ensemble des BSA A de la Société aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (Compartiment C) a été demandée à compter du jour de règlement-livraison des Actions Nouvelles, soit le 31 mars 2006, étant précisé que jusqu'au 26 août 2007 (inclus) les BSA A ne pourront être négociés séparément des actions auxquelles ils seront attachés et, qu'à compter du 27 août 2007 (inclus), les BSA A seront négociés séparément des actions de la Société jusqu'à la fin de la Période d'Exercice des BSA A (à savoir le 21 septembre 2007 (inclus)).

L'admission de l'ensemble des BSA B de la Société aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (Compartiment C) a été demandée à compter du jour de règlement-livraison des Actions Nouvelles, soit le 31 mars 2006, étant précisé que jusqu'au 26 août 2007 (inclus) les BSA B ne pourront être négociés séparément des actions auxquelles ils seront attachés et, qu'à compter du 27 août 2007 (inclus), les BSA B seront négociés séparément des actions de la Société jusqu'à la fin de la Période d'Exercice des BSA B (à savoir le 19 septembre 2008 (inclus)).

L'admission des actions à créer sur exercice des BSA A ou des BSA B aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (Compartiment C) a également été demandée à compter de la date de leur règlement-livraison respectif, soit dans les quelques jours qui suivront la fin de leur période d'exercice respective.

Les conditions de négociation des actions objets de l'Offre, des BSA A et des BSA B seront fixées dans un avis d'Euronext Paris à paraître au plus tard le premier jour de leur négociation, soit le 29 mars 2006. En outre, préalablement au détachement des BSA A et des BSA B, les conditions de négociations des BSA A et des BSA B séparément des actions de la Société, seront ultérieurement rappelées dans un avis d'Euronext Paris à paraître au plus tard le premier jour de négociation séparée des BSA A et des BSA B, soit le 27 août 2007.

Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé n'a été déposée par la Société.

6.2. PLACE DE COTATION

A la date de la présente note d'opération, les actions de la Société ne sont admises sur aucun marché réglementé.

6.3. OFFRE RESERVEE AUX SALARIES

Sans objet, étant rappelé qu'à la date de la présente note d'opération, la Société n'emploie aucun salarié et n'envisage pas de se doter d'un personnel propre. Elle s'appuiera sur les équipes d'Apax Partners pour mener à bien son activité, conformément au contrat de conseil en investissements conclu par Apax Partners et Compagnie Gérance II SAS, Gérant de la Société, et Apax Partners (voir paragraphe 19 du document de la base de la Société).

6.4. CONTRAT DE LIQUIDITE SUR LES TITRES AMBOISE INVESTISSEMENT

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions, la Société pourrait conclure un contrat de liquidité conforme à la charte AFEI après l'admission des actions de la Société sur le marché d'Eurolist d'Euronext Paris.

6.5. STABILISATION

Pendant une période de 30 jours commençant à la date du début de la négociation des actions de la Société (avec les BSA A et les BSA B attachés) sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, (soit selon le calendrier indicatif, du 29 mars 2006 au 27 avril 2006 inclus), ABN AMRO Bank N.V., agissant en qualité d'agent de stabilisation, pourra (mais n'y sera en aucun cas tenu), conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment celles des articles 7 et suivants du Règlement n° 2273/2003 de la Commission européenne du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/06/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 (le « **Règlement Européen** »), réaliser des opérations de stabilisation à l'effet de stabiliser ou soutenir le prix des actions (avec les BSA A et les BSA B attachés) de la Société sur le marché Eurolist d'Euronext Paris.

Il est précisé qu'il n'existe aucune certitude, ni engagement, que les opérations de stabilisation précitées seront effectivement engagées, étant précisé que si de telles opérations étaient effectivement engagées, elles pourraient être arrêtées à tout moment.

L'information des autorités de marché compétentes et du public sera assurée conformément à l'article 9 du Règlement Européen.

Conformément à l'article 10.1 du Règlement Européen, les opérations de stabilisation ne pourront être effectuées à un prix supérieur au Prix de l'Offre. Les interventions seront susceptibles d'affecter le cours des actions (avec les BSA A et les BSA B attachés) et pourront aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en l'absence de ces interventions.

Conformément aux dispositions de l'article 11 b) du Règlement Européen, il pourra, le cas échéant, être procédé à des sur-allocations dans le cadre de l'Offre à hauteur du nombre d'actions couvertes par l'Option de Sur-allocation majoré le cas échéant de 5% de la taille de l'Offre (hors exercice de l'Option de Sur-allocation). Un contrat de prêt de titres sera conclu à cet effet au plus tard à la date de fixation du prix, soit le 28 mars 2006, entre les Etablissements Garants et MMG.

7. DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

7.1. IDENTITE DES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

Non applicable.

7.2. NOMBRE ET CATEGORIE DE VALEURS MOBILIERES OFFERTES PAR LES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

Non applicable.

7.3. ENGAGEMENT DE CONSERVATION ET D'ABSTENTION

Dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, les engagements de conservation et d'abstention suivants seront souscrits au profit des Etablissements Garants :

- la Société s'engagera à ne pas, pendant une période de neuf mois à compter du règlement-livraison des Actions Nouvelles, soit jusqu'au 31 décembre 2006, sauf accord préalable écrit de ABN AMRO Rothschild, procéder, ni s'engager à procéder, et se portera fort qu'aucune des sociétés qui lui sont liées, pendant la même période, ne procèdera ni ne s'engagera à procéder à l'émission, à l'offre ou à la cession, directe ou indirecte, ou au nantissement, d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, et à ne pas conclure, ni s'engager à conclure et se portera fort qu'aucune des sociétés qui lui sont liées ne conclura ni ne s'engagera à conclure, un quelconque contrat relatif à des produits dérivés portant sur des actions de la Société ou des valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement au capital de la Société, ou toute autre opération ayant un effet économique similaire, étant précisé qu'est exclue du champ d'application de cet engagement l'émission des Actions Nouvelles Supplémentaires et l'attribution des BSA A et des BSA B sur exercice de l'Option de Sur-allocation ;
- MMG et les associés d'Apax Partners (M. Maurice Tchenio s'engageant par l'intermédiaire de MMG) visés au paragraphe 5.2.2 de la présente note d'opération ayant déclaré qu'ils souscriraient à des Actions Nouvelles dans le cadre du Placement Global s'engageront à ne pas, pendant une période commençant à courir au jour de la signature du Contrat de Garantie et expirant à la date de la réalisation de la première cession de l'un des investissements décrits au paragraphe 1.1 du résumé figurant en tête de la présente note d'opération, et au plus tôt le 31 mars 2007, sauf accord préalable écrit de ABN AMRO Rothschild, offrir, nantir, céder ou transférer de quelque manière que ce soit les actions de la Société et les valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement au capital de la Société qu'ils pourraient souscrire ou se voir attribuer dans le cadre de l'Offre, ni réaliser d'opérations ayant un effet économique similaire, étant précisé qu'est notamment exclu du champ d'application de cet engagement tout engagement d'apporter des actions ou des valeurs mobilières à une offre publique portant sur les valeurs mobilières de la Société, ainsi que le prêt de titres visé au paragraphe 6.5 de la présente note d'opération ;
- M. Séché, M. Veyrat, M. Loyez et M. Philippot, visés au paragraphe 5.2.2 de la présente note d'opération, ayant déclaré qu'ils souscriraient à des Actions Nouvelles dans le cadre du Placement Global s'engageront à ne pas, pendant une période d'un an à compter du règlement-livraison des Actions Nouvelles, soit jusqu'au 31 mars 2007, sauf accord préalable écrit de ABN AMRO Rothschild, offrir, nantir, céder ou transférer de quelque manière que ce soit les actions de la Société ou des valeurs mobilières donnant accès directement ou indirectement au capital de la Société, ni réaliser d'opérations ayant un effet économique similaire, étant précisé qu'est exclu du champ d'application de cet engagement tout engagement d'apporter des actions ou des valeurs mobilières à une offre publique portant sur les valeurs mobilières de la Société.

8. DEPENSES LIEES A L'EMISSION

Sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre :

- le produit brut de l'émission des Actions Nouvelles devrait s'élever à :
 - 103 700 000 euros (hors exercice de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation) ;
 - 114 070 000 euros (en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension mais hors exercice de l'Option de Sur-allocation) ;
 - 119 255 000 euros (en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation).
- la rémunération globale des Etablissement Garants, les frais juridiques, administratifs et autres sont estimés à :
 - environ 6,4 millions d'euros (hors exercice de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation) ;
 - environ 7 millions d'euros (en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension mais hors exercice de l'Option de Sur-allocation) ;
 - environ 7,3 millions d'euros (en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation).

9. DILUTION

9.1. IMPACT DE L'OFFRE SUR LES CAPITAUX PROPRES PRO FORMA DE LA SOCIÉTÉ

Sur la base des hypothèses indiquées ci-dessous, les capitaux propres Pro Forma de la Société par action, avant et après l'Offre s'établiraient comme suit :

	Au 28 février 2006 (Pro Forma)	Après émission des Actions Nouvelles (hors exercice de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation) (Pro Forma)	Après émission des Actions Nouvelles (en cas d'exercice intégral de l'Option d'Extension mais hors exercice de l'Option de Sur-allocation) (Pro Forma)	Après émission des Actions Nouvelles (après exercice intégral l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation) (Pro Forma)
Capitaux propres <i>(en euros)</i>	100 433 121	104 133 121	114 503 121	119 688 121
Capital et prime d'émission	100 369 000	104 069 000	114 439 000	119 624 000
Ecart de réévaluation, réserves et report à nouveau	75 307	75 307	75 307	75 307
Résultat de l'exercice	(11 186)	(11 186)	(11 186)	(11 186)
Nombre d'actions existantes	36 900	8 536 900	9 386 900	9 811 900
Capitaux propres par action <i>(en euros)</i>	NS	12,20	12,20	12,20

Hypothèses retenues pour l'établissement du tableau figurant ci-dessus :

- un Prix de l'Offre égal à la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,20 euros ;
- montants indicatifs des frais et de la rémunération des Etablissements Garants à la charge de la Société non imputés sur la prime d'émission et amortis sur cinq ans (voir le paragraphe 8 de la présente note d'opération) ;
- avant exercice des BSA A et des BSA B.

9.2. MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT IMMEDIATEMENT DE L'OFFRE

Incidence de l'Offre sur la participation dans le capital d'un actionnaire

Sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,20 euros, un actionnaire qui détiendrait, à la date de la présente note d'opération, 10% du capital (soit 3 690 actions) de la Société détiendrait :

- après émission des Actions Nouvelles et avant exercice de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation : 0,04% du capital de la Société ;
- après émission des Actions Nouvelles et après exercice intégral de l'Option d'Extension, mais avant exercice de l'Option de Sur-allocation : 0,04% du capital de la Société ;
- après émission des Actions Nouvelles et après exercice intégral de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation : 0,04% du capital de la Société.

Incidence de l'Offre sur la participation dans le capital de MMG

Sur la base d'un Prix de l'Offre égal à la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,20 euros et d'une souscription à l'Offre à hauteur de 680 327 actions, MMG qui détient, à la date de la présente note d'opération, 99,99% du capital de la Société détiendrait :

- après émission des Actions Nouvelles et avant exercice de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation : 8,40% du capital de la Société ;
- après émission des Actions Nouvelles et après exercice intégral de l'Option d'Extension, mais avant exercice de l'Option de Sur-allocation : 7,64% du capital de la Société.
- après émission des Actions Nouvelles et après exercice intégral de l'Option d'Extension et de l'Option de Sur-allocation : 7,31% du capital de la Société.

10. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

10.1. CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'OFFRE

Non applicable.

10.2. RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires	Deloitte et Associés Représenté par M. Pierre Esmein	Jacques Potdevin & Associés SA Représenté par M. Pascal Robert
Date de la première nomination	Lors de l'assemblée générale du 23 décembre 2005	Lors de l'assemblée générale du 15 février 2006
Date d'expiration du mandat en cours	A l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010	A l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008
Commissaires aux comptes suppléants	BEAS Représenté par M. Alain Pons	Mme Francine Mallet Lamy
Date de la première nomination	Lors de l'assemblée générale du 23 décembre 2005	Lors de l'assemblée générale du 15 février 2006 (lors de l'assemblée générale du 27 mai 2003 en qualité de commissaire aux comptes titulaire, mandat duquel elle a démissionné le 26 décembre 2005)
Date d'expiration du mandat en cours	A l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010	A l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008

10.3. RAPPORT D'EXPERT

Non applicable.

10.4. INFORMATION PROVENANT D'UN TIERS

Non applicable.

10.5. COMPLEMENTS D'INFORMATION

10.5.1. Nomination de nouveaux membres du Conseil de surveillance

Les compléments d'information suivants sont apportés au paragraphe 14.2.2.1 « Composition du Conseil de surveillance » du document de base de la Société.

M. Patrick de Giovanni a fait part de sa démission de ses fonctions de membre et de Président du Conseil de surveillance de la Société avec effet au 14 mars 2006. Le Conseil de surveillance de la Société se trouvera donc à la date du 14 mars 2006 composé exclusivement de personnalités indépendantes extérieures au groupe Apax. Compte tenu de la démission de M. Patrick de Giovanni, le Conseil de surveillance de la Société sera appelé à désigner un nouveau Président lors de sa réunion du 14 mars 2006. Les membres du Conseil de surveillance ont fait part de leur intention de nommer à cette fonction M. Joël Séché, qui s'est pour sa part déclaré disposé à l'accepter.

M. Gérard Philippot et M. Michel Cacouault ont par ailleurs été nommés membres du Conseil de surveillance de la Société à compter du 15 mars 2006, par l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui s'est tenue le 14 mars 2006.

Prénom, nom, âge, adresse professionnelle	Mandat et durée du mandat	Autres mandats et fonctions exercés par le membre du Conseil en dehors de la Société
M. Gérard Philippot 64 ans 37-41 rue du Rocher 75008 Paris	Membre du Conseil de surveillance à compter du 15 mars 2006 2 ans	Vice-président du Conseil de surveillance d'Unilog SA Président du Conseil d'administration d'Unilog IT Services Représentant permanent d'Unilog SA, président, au sein d'Unilog IT Training et Unilog Management SAS Représentant permanent d'Unilog SA chez le GEIE Unilog Président du Conseil de surveillance d'Unilog Integrata Training AG Président du Conseil de surveillance d'Avinci AG Membre non exécutif du conseil de LogicaCMG
M. Michel Cacouault 59 ans 23 rue du Conseiller Collignon 75116 Paris	Membre du Conseil de surveillance à compter du 15 mars 2006 2 ans	Président directeur général d'IP Régions Administrateur de Media Radio Régions Directeur général de Régie Cinq (Régie 5) Directeur général de IP France Gérant de la SCI Atlantes Gérant de M.C Conseil

M. Gérard Philippot, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, a commencé sa carrière à la CGO en 1965. C'est là qu'il rencontre ceux qui allaient fonder avec lui, en 1968, Informatique et Entreprise. Au fur et à mesure du développement de la Société, qui deviendra Unilog, M. Gérard Philippot assume la responsabilité de différentes directions de la société et devient membre du Directoire en 1983. De 1992 à 2006, M. Gérard Philippot était Président de la société Unilog SA. Depuis le 1^{er} mars 2006, il est Vice-Président du Conseil de surveillance de la société Unilog SA. Depuis octobre 2005, suite au rapprochement entre Unilog et LogicaCMG, Gérard Philippot est membre non exécutif du conseil du groupe LogicaCMG.

M. Michel Cacouault a commencé sa carrière au sein du groupe Havas en 1970 où il a exercé différentes fonctions avant de devenir directeur général de la société Press31 en 1984. De 1988 à 1999, Monsieur Michel Cacouault a exercé les fonctions de président directeur général de la société Europe Régies, régies publicitaires d'Europe 1, Europe 2, RFM, SKYROCK, Les Indépendants, Autoroutes FM et assumé la responsabilité de différentes directions de la société. De 1997 à 2004, Michel Cacouault était directeur général de la société Viacom Outdoor France. Il est actuellement gérant de la société M.C Conseil depuis 2005 et a été nommé directeur général de la société IP France en octobre 2005.

A la connaissance de la Société :

- il n'existe aucun lien familial entre les différents membres du Conseil de surveillance de la Société ;
- aucun des nouveaux membres du Conseil de surveillance n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années ;

- aucun des nouveaux membres du Conseil de surveillance n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation au cours des cinq dernières années ;
- aucun des nouveaux membres du Conseil de surveillance n'a fait l'objet d'une incrimination ou sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés) au cours des cinq dernières années ; et
- aucun des nouveaux membres du Conseil de surveillance n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

A la connaissance de la Société, il n'existe par ailleurs aucun conflit d'intérêts potentiel entre les devoirs, à l'égard de la Société, des nouveaux membres du Conseil de surveillance et leurs intérêts privés ou d'autres devoirs.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas de pacte ou accord quelconque conclu avec des actionnaires, clients, fournisseurs ou autres aux termes duquel l'un des nouveaux membres du Conseil de surveillance de la Société a été nommé en cette qualité.

A la date de la présente note d'opération M. Michel Cacouault ne détient aucune participation dans le capital de la Société. M. Michel Cacouault, membre du Conseil de surveillance à compter du 15 mars 2006, doit acquérir une action de la Société afin de se conformer au seuil de détention minimum statutaire. A la connaissance de la Société, il n'existera aucune restriction acceptée par M. Michel Cacouault concernant la cession de sa participation dans le capital de la Société.

M. Philippot, membre du Conseil de surveillance de la Société à compter du 15 mars 2006, a indiqué qu'il souscrirait dans le cadre du Placement Global, pour un montant d'environ 500 000 euros. M. Philippot a également indiqué qu'il prendrait un engagement de conservation tel que décrit au paragraphe 7.3 de la présente note d'opération et s'engagera à conserver ses titres sous la forme nominative.

10.5.2. Levée du FCPR Apax France VII

A ce jour, Apax Partners estime pouvoir disposer, au travers de ses différents véhicules d'investissement (à savoir Altamir, la Société, le FCPR Apax France VI et le FCPR Apax France VII), d'une capacité globale d'investissement d'au moins 600 millions d'euros sur une période de 3 à 5 ans, après prise en compte du produit estimé de l'émission des actions et des actions issues des BSA dans le cadre de la présente opération.

S'agissant du seul FCPR Apax France VII, compte tenu de la capacité d'investissement induite par les engagements de souscription déjà reçus et des perspectives de souscriptions, l'objectif, indiqué dans le document de base de la Société, demeure de réunir jusqu'à 700 millions d'euros de souscriptions.

Amboise

■ investissement ■

créée et gérée par Apax Partners

45, avenue Kléber - 75784 Paris cedex 16
Tél. 01 53 65 01 00 - Fax 01 53 65 01 06